

Aujourd'hui dimanche

La personnalité de la semaine



B3 M. Jean Doré

Sports



LE SAMEDI
21 NOVEMBRE 1987

1 7 11 12 | 5 15 23 31
29 39 (16) | 38 42 (14)

Sommaire

Annonces classées.....	B 5 à B 10
Arts et spectacles	
Informations.....	C 1
Cine-horaire.....	C 4
Bridge.....	C 8
Décès.....	B 11
Editorial.....	B 2
Etes-vous observateur?	B 5
Feuilleton.....	B 7
Horoscope.....	B 6
Le monde.....	B 4
Mots croisés.....	B 8
-Mot mystère.....	B 9
Quoi faire aujourd'hui.....	C 6
TABLOID SPORTS	



Partis du Carré Phillips, les manifestants ont marché d'un pas lent, sautillant de temps à autre pour se réchauffer, jusqu'au Palais de justice, dans le Vieux-Montréal.

La foule crie « Justice »

Près de 3 000 manifestants réclament une enquête publique

SUZANNE COLPRON

Des milliers de voix se sont élevées, hier, dans les rues de Montréal pour réclamer justice à la suite de l'incident à connotation raciale qui a coûté la vie à Anthony Griffin, le 11 novembre.

Malgré l'air arctique qui saisissait la métropole, de 2 000 à 3 000 manifestants, rassemblés au Carré Phillips, ont parcouru la Côte du Beaver Hall, le boulevard Dorchester, les rues Saint-Denis et Notre-Dame, paralysant toute circulation pendant plus d'une heure dans le centre-ville.

Le défilé, ouvert par les parents d'Anthony, abattu par le policier

Allan Gosset d'une balle en plein front, s'est mis en branle à 12 h 30, rue Sainte-Catherine.

Tenant à bout de bras des pancartes sur lesquelles on pouvait lire: «On accuse Gosset de meurtre», «Justice must be done», «Ne tirez pas svp», «Qui police la police?», «Gun don't think. Police shut», «Anthony, on n'oubliera jamais», les manifestants ont marché d'un pas lent, sautillant de temps à autre pour se réchauffer, jusqu'au Palais de justice de Montréal.

A mesure que le défilé avançait, les voix se faisaient plus fortes et plus puissantes, et les manifestants plus sages.

VOIR FOULE EN A 2



GILLES ST-JEAN

La présence des minorités visibles à la police de la Communauté urbaine de Montréal est dix fois moins importante qu'à la police de Toronto.

Cent quatre-vingt-douze des 5 240 policiers de Toronto proviennent des minorités visibles, alors qu'on n'en compte que 18 chez les 4 450 policiers de la CUM.

Cette année seulement, la police de Toronto métropolitain a embauché 23 policiers noirs (dont huit femmes), quatre Orientaux, un Vietnamien, quatre Indo-Pakistanaï et un Amérindien. Les Noirs sont les mieux représentés à Toronto avec un total de 115 policiers; les Indo-Pakistanaï suivent avec 41.

«Avant, nous étions passifs. Maintenant, nous faisons des efforts spéciaux auprès de ces groupes; nous nous adressons aux universitaires», a dit à La Presse M. Ted Price, inspecteur responsable des relations avec les minorités à Toronto.

La Ville-Reine a créé une unité spéciale, appelée *Ethnic Relations Squad*, qui regroupe 26 policiers polyglottes provenant de minorités et jouissant d'au moins trois ans d'expérience. Ils sont appelés à intervenir dans des situations où peut se manifester un problème racial dû souvent à l'ignorance des uns et des autres.

«À Montréal, le problème semble être l'image dévalorisée de la police et des fonctionnaires dans les pays d'origine des minorités»

Toronto compte dix fois plus de policiers venant des groupes ethniques que la police de la CUM

Ces policiers font également du travail social. Ils peuvent aider les nouveaux arrivants au pays à se familiariser avec les lois canadiennes, le rôle de la police, les diriger vers des organismes de dépannage et maintenir les communications avec les communautés ethniques.

Selon Mme Jean Boyd, directrice du service du personnel, la police torontoise avait échoué jusqu'à il y a deux ans dans ses efforts visant à recruter davantage de candidats provenant des groupes ethniques.

Depuis, elle a accru ses efforts. Ainsi, elle fait projeter des films sur la carrière policière dans des cinémas où vont les jeunes de groupes ethniques. Les dirigeants policiers ont également continué leurs efforts auprès des responsables des communautés ethniques et les ont encouragés à parler de la carrière policière à leurs jeunes.

Mme Boyd note également que les policiers appartenant à des minorités ne sont pas seulement des enfants ou des petits-enfants d'immigrants: «Plusieurs sont nés à l'étranger. Nous ne nous sommes jamais donné la peine de savoir combien exactement mais je crois que c'est assez équilibré», conclut-elle.

L'explication du nombre plus élevé de policiers venant des minorités visibles à Toronto vient peut-être du fait que les problèmes

VOIR T. RONTON EN A 2

L'économie reste une « priorité »

Le succès économique favorise le progrès social, dit Bourassa

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Mobilisé depuis deux ans par la situation économique, le gouvernement Bourassa devrait adopter une orientation plus sociale, et tendre la main aux plus démunis de la société, estime le président du Parti libéral du Québec, M. Robert Benoit.

Cet appel lancé hier devant 500 militants libéraux a rapidement été tempéré par le premier ministre Robert Bourassa. Toute percée dans les programmes sociaux reste conditionnelle au succès éco-

nomique, un secteur «où il faut continuer de mettre l'accent», a soutenu le premier ministre en conférence de presse.

Devant le Conseil général du parti, qui se terminera aujourd'hui par l'adoption d'une trentaine de résolutions centrées sur l'environnement et la famille, M. Benoit a réclamé un changement de discours d'un gouvernement jusqu'ici préoccupé par la rentabilité, les privatisations et le déficit.

«Le gouvernement doit s'identifier au bon père de famille: un

VOIR BOURASSA EN A 2

SUITE DES INFORMATIONS EN A 5

Managua modifie le parcours de Clark

GILLES PAQUIN
envoyé spécial
La Presse à Managua

Au moment même où s'amorcent les négociations de paix au Nicaragua, les combats entre l'armée sandiniste et les forces rebelles ont pris une ampleur sans précédent et menacent même des villages situés à moins de deux heures de la capitale.

La pression exercée sur les troupes gouvernementales est telle que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, a été contraint hier de modifier

l'itinéraire de sa visite dans le nord du pays.

Arrivé hier soir à Managua, première étape d'une tournée d'une semaine en Amérique centrale, M. Clark devait se rendre aujourd'hui à Mancotal, un centre agricole appuyé par le groupe albertain Farmers for Peace.

Son projet a été abandonné à la dernière minute, à la demande des autorités nicaraguayennes, qui craignaient de ne pouvoir assurer sa sécurité. L'objectif de M. Clark était de constater les pertes encourues par les habitants de

VOIR MANAGUA EN A 2

Des triomphes québécois par milliers

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
collaboration spéciale
PARIS

La hantise d'un correspondant permanent d'un média québécois à Paris — les «vrais» se comptent sur les doigts d'une main à laquelle il manquerait des doigts —, c'est de tomber nez à nez, dans une réception, sur l'artiste «maudit» qui lui reproche amèrement: «Comment? vous n'avez

PARIS
FRANCE

pas fait de papier sur mon spectacle (ou mon exposition)? et la solidarité québécoise dans tout ça?»

Quand je dis artiste, cela peut vouloir dire un chanteur, un peintre, un auteur, un poète, un essayiste, un universitaire, un acteur, un réalisateur et même un homme politique (mettez tout ça au féminin et refaites la liste en y ajoutant encore quelques professions).

Les Québécois qui débarquent à Paris — ou en province

— pour faire un «triomphe», on ne les compte plus à l'unité, mais à la douzaine. Les attachés de presse «privés» — ou ceux de l'ambassade du Canada ou de la Délégation du Québec — en voient arriver dans leurs bureaux à longueur de journées, une guitare, un disque ou simplement un curriculum vitae sous le bras. Ils cherchent un éditeur, une salle de spectacles, une maison de disques... et surtout des interviews dans les médias. On essaie de les raisonner, de leur expliquer que c'est compliqué d'avoir des papiers dans les journaux français. Il arrive qu'en désespoir de cause,

VOIR TRIOMPHES EN A 2

NOUVELLES FRONTIÈRES

MARTINIQUE
GUADELOUPE
À PARTIR DE 349\$

VOL ALLER-RETOUR
TOUS LES VENDREDIS
À COMPTER DU 18 DÉC.
TAXE EN SUS

288-4800

800 EST, DE MAISONNEUVE
(ANGLE ST-HUBERT) (METRO BEARR)

SUITE DE LA UNE

TORONTO

Toronto compte dix plus de policiers ethniques que Montréal

de relations entre police et minorités y ont commencé il y a près de 20 ans.

En 1969, la mort d'un jeune Portugais abattu par un policier a fait la manchette. L'incident aurait été le résultat d'un coup de feu accidentel. En 1979, des accusations de brutalité et de racisme ont été portées à l'endroit de policiers torontois à la suite d'une série d'incidents, dont la mort d'Albert Johnson, 35 ans, un homme d'origine jamaïcaine tué à la porte de sa maison par un policier.

Le cardinal Emmett Carter, archevêque de Toronto, avait alors publié un rapport concluant que sa ville était raciste et que sa force policière en était le reflet.

À l'époque, les journaux montréalais prédisaient des troubles raciaux «à l'américaine» à Toronto. On disait aussi qu'à Toronto, la police était responsable de 10 p. cent des morts violentes. En 1984, enfin, un festival jamaïcain a tourné à l'émeute quand la police est intervenue pour disperser des fêtards.

Montréal n'a pas été exempté d'incidents similaires: ■ l'affaire Molière Théard: la

semaine dernière, la Commission des droits de la personne s'est adressée à la Cour suprême pour déterminer si c'est parce qu'il est noir que cet homme a été frappé par neuf policiers de la CUM en 1979;

■ en 1983, un policier de la CUM a été blâmé par la Commission de police du Québec pour avoir usé de force excessive et avoir insulté un Noir qu'il avait arrêté en 1981;

■ et tout récemment, l'affaire Griffin.

La communauté noire a accueilli ce dernier événement avec calme. La police de la CUM estime que la situation aurait été bien pire n'eût été des efforts effectués au cours des dernières années pour se rapprocher des minorités visibles. Ces efforts ont toutefois donné peu de résultats dans l'embauche.

La police de la CUM emploie sensiblement les mêmes moyens que celle de Toronto pour recruter des membres de groupes ethniques et de minorités visibles.

On a fait des conférences, rencontré les groupes et leurs leaders, mis les policiers «visibles» en vedette sur des dépliants; on prépare actuellement un diaporama en différentes langues sur le même sujet.

Les 18 policiers montréalais particulièrement visibles sont six Noirs d'origine haïtienne,

un Amérindien, quatre Indo-Pakistanaï, deux Syriens, un Iranien, trois Libanais et un Chinois. La CUM les a répartis sur son territoire, où ils assument des tâches ordinaires de patrouilleur. Un des Noirs travaille au Centre de formation de la police.

Un autre Noir, ancien joueur de football professionnel anglophone, est actuellement en stage à l'Institut de police de Nicolet et sera assermenté en janvier s'il réussit son cours. De plus, une postulante noire a été acceptée et doit entreprendre son stage à Nicolet en janvier.

Le directeur des relations avec la communauté à la police de la CUM, M. John Dalzell, signale que les demandes provenant de minorités ont augmenté considérablement depuis deux ans.

En 1986, la police de la CUM a reçu 686 demandes d'emploi de Québécois francophones et anglophones. Trente-neuf demandes provenaient de membres de groupes ethniques et 14 des minorités visibles.

Mais cette année, seulement 497 demandes provenaient des groupes traditionnels. Et 55 venaient des groupes ethniques et 21 des minorités visibles, dit M. Dalzell avec fierté.

Quand on lui parle de Toronto, cependant, il dit qu'on ne peut comparer les deux villes.

«Premièrement, la composition démographique n'est pas la même. Plusieurs des groupes les plus importants à Montréal viennent de pays où la police n'est pas spécialement bien considérée; ce n'est pas le cas à Toronto», dit M. Dalzell, qui pense particulièrement aux Grecs, aux Haïtiens et aux Latino-Américains.

«Deuxièmement, Toronto semble avoir un nombre moins grand de communautés réunissant chacune plus de monde, alors que nous avons une quarantaine de communautés qui ne sont pas toutes très nombreuses», ajoute-t-il.

Un autre phénomène préoccupe M. Dalzell: la CUM comptait 94 policiers d'origine italienne mais seulement quatre Grecs en novembre 1986. Et ces groupes ethniques sont arrivés au Québec en masse à peu près en même temps, après la Deuxième Guerre mondiale.

«Les leaders grecs à qui nous avons fourni du matériel de recrutement nous l'ont renvoyé. Le problème semble être l'image dévalorisée de la police et des fonctionnaires dans leur pays d'origine. Quand on émigre, la dernière chose qu'on veut devenir, c'est un fonctionnaire. Ça changera peut-être dans quelques années», espère-t-il.

Il n'y a pas de problème évi-

dent dans les critères de recrutement.

À Toronto, on demande au candidat policier d'être citoyen canadien, d'avoir complété l'équivalent d'un secondaire cinq, de ne pas avoir de problèmes majeurs de vision (pas de daltonisme), de posséder un permis de conduire, de ne pas avoir de dossier criminel et d'être en bonne santé (poids proportionnel à la taille).

C'est sensiblement la même chose ici, en vertu de la Loi provinciale de police. Mais il existe une différence qui peut se révéler importante dans certains cas: il n'y a pas de limite d'âge pour devenir policier à Toronto, alors qu'au Québec, la loi porte cette limite à 35 ans.

Toronto a ainsi pu recruter des gens qui étaient déjà policiers dans leur pays d'origine.

La police de la CUM n'a pas d'escouade ethnique comme Toronto. Et selon M. Dalzell, elle n'en a pas.

«La philosophie du service est que tous les policiers doivent faire leur travail auprès de tous les citoyens. À la longue, une escouade spécialisée composée de policiers venant des minorités peut créer une fausse image: les bons policiers membres de cette unité et les autres», souligne-t-il.

La police de la CUM a préféré informer davantage tous ses po-

liciers sur les différents groupes ethniques et raciaux, tout en éduquant les nouveaux arrivants par le biais des COFIS sur le rôle de la police au Canada.

Cette année, le service a lancé un programme où chaque policier reçoit d'abord des cours théoriques («on va jusqu'aux origines de l'Homme pour montrer que nos ancêtres communs sont peut-être des Africains») et rencontre ensuite des membres des minorités avec lesquels il peut discuter librement et poser des questions.

Les 1 800 patrouilleurs et officiers de poste devraient bientôt avoir complété ce stage de deux jours, et les 3 400 autres employés du service l'auront fait à l'automne prochain.

«Il y a eu des confrontations, du dévouement. Mais les gens en sont sortis plus au courant de la nouvelle réalité de la CUM. En fait, plus de 90 p. cent des policiers ont exprimé leur satisfaction après ces rencontres. Et il y en a qui se sont inscrits à des cours pour apprendre à mieux connaître certaines minorités.

«Pour certains policiers, ces rencontres constituaient un premier contact avec des gens d'origines différentes hors de la rue, donc dans un contexte plus détendu. Et plusieurs ont trouvé ces deux jours insuffisants», conclut M. Dalzell. □

FOULE

La foule crie «Justice»

«We want...», criaient les organisateurs le long du cortège, formé majoritairement de Noirs, mais aussi de Blancs, de jaunes, de jeunes et de vieux. «Justice», répondait la foule, d'une seule et même voix chaude et vibrante.

«Griffin est un cas de brutalité policière. Mais il n'est pas le seul. Cela doit cesser. Le policier qui a commis cet acte doit être condamné pour meurtre», a déclaré Simone Lorrain, qui prenait part à la marche.

«Il y a trop de violence. C'est absurde. Il faut que la police s'interroge sur sa façon de travailler, non seulement avec les groupes ethniques mais avec la population en général», a ajouté Ezzel Floriana.

«On veut que la police sache que nous n'acceptons pas de tels actes de violence, justice doit être faite. Le policier doit être arrêté. Il doit être mis en prison», a renchéri Joseph Simon.

Arrivée devant le quartier général de la police de la CUM, rue Bonsecours, la foule, jusque-là calme et pondérée, a laissé tomber quelques cris hostiles. Un climat d'animosité, chargé de colère, a régné pendant quelques minutes avant de faire place à la bonne humeur qui a caractérisé la marche tout au long du parcours.

Le président de la CSN, M. Gerald Larose, a été vu joindre les rangs des manifestants, à l'angle de la rue Sainte-Antoine, dans le Vieux-Montréal.

«Anthony Griffin était un membre de notre famille et nous sommes tous touchés par sa mort», a-t-il dit.

«C'est un combat difficile, mais c'est un combat qu'il nous faut mener tous les jours et contre toutes les forces de répression», a ajouté M. Larose, qui prenait la parole devant un millier de personnes frigorifiées, réunies en face du Palais de justice de Montréal.

Le député libéral fédéral de Notre-Dame-de-Grâce et ancien solliciteur général du Canada, M. Warren Allmand, a réclamé pour sa part la tenue d'une enquête publique sur les circonstances de la mort de Griffin.

Il a en outre demandé qu'on étudie les modalités et d'embauche au Service de police de la CUM et qu'on revioie la formation dispensée aux nouveaux agents.

La présidente du Conseil des communautés culturelles et de l'immigration, Mme Juanita Westmoreland, a insisté de son

côté sur le fait que la brutalité policière et la violence en général ne touchaient pas seulement les Noirs.

«Ce n'est pas une opposition entre Noirs et Blancs. Il existe aussi des cas de violence entre des gens de race noire», a-t-elle expliqué, en se disant réjouie de voir dans l'assistance que la tragédie de la semaine dernière concernait tout le monde.

Des leaders de la communauté noire et des membres du groupe SOS-Racisme ont aussi pris la parole pour dénoncer le libellé de l'accusation portée avant-hier par le procureur général du Québec, M. Herbert Marx, contre le policier de la CUM.

L'agent Allan Gosset, suspendu sans solde le 11 novembre pour une durée indéterminée, devra se présenter en cour jeudi pour répondre à une accusation d'homicide involontaire.

Les porte-parole des organismes qui se portent à la défense des droits des minorités ont de plus réitéré leur demande d'enquête sur les circonstances de la mort d'Anthony. Ils ont dit craindre que la tenue d'un procès ne compromette les chances de faire toute la lumière sur cette affaire.

Les parents de la victime, Mme Gloria Augustus, ainsi que le père d'Anthony, qu'on voyait en public pour la première fois depuis la mort de son fils, M. Orberth Griffin, ont tenu tous deux à remercier la foule pour cet hommage.

«Merci. Merci beaucoup de votre participation. Je veux juste demander que la justice soit faite», a dit Mme Augustus, visiblement émue et chaudement applaudie.

Le père d'Anthony a ajouté après un moment de silence: «Merci d'être venu. Merci de nous avoir soutenu depuis le début. La justice doit être faite. Il faut que le policier soit arrêté et condamné pour meurtre.»

Vers 14 h 30, la foule s'est dispersée dans le calme comme elle était venue. Les policiers de la CUM qui assuraient le service d'ordre, n'ont eu à déplorer aucun incident fâcheux. □

MANAGUA

Managua modifie le parcours de Clark

cette région durement touchée par le conflit.

La contra a détruit ici, en mai dernier, une clinique de santé et une coopérative agricole financées par l'organisme canadien d'aide au développement rural.

L'attaque de cette localité sans défense militaire a entraîné la mort de dix ouvriers et fait huit

blessés. Ce genre d'actions «intolérables» contre les projets canadiens doit cesser, avait déclaré à l'époque M. Clark.

Plutôt que d'arriver à Managua en hélicoptère, M. Clark se rendra en voiture à Jinotega et à Matagalpa, deux localités également situées dans une zone de conflit, mais sous la protection de l'armée. Il sera accompagné par le vice-président du pays, Sergio Ramirez.

Il n'est toutefois pas nécessaire de se rendre dans les villages éloignés de la capitale pour mesurer les effets de la guerre sur l'économie du Nicaragua. Les habitants de Managua connaissent eux aussi le rationnement et les vexations.

Dans les grands supermarchés du centre-ville, les tablettes sont partiellement dégarnies, ou remplies de denrées sans intérêt pour les familles ordinaires.

La plupart des produits de base de l'alimentation sont introuvables ici, on peut par contre en acheter à prix fort des revendeurs installés aux marchés en plein air.

«Nous manquons de riz, de sucre, de café, d'huile, de frijoles, et même de lait pour les enfants», lance avec amertume Adelia Romero.

«Mon mari travaille à la compagnie de téléphone et gagne 180 000 cordobas, soit \$ 10 canadiens, par mois», dit-elle.

«Je viens d'acheter un maigre poulet qui m'a coûté 10 000 cordobas la livre», ajoute Mme Romero. «Je vous assure que nous n'en mangeons pas souvent.»

L'époux de sa voisine Lydia Narbaez est chauffeur de camion. Il ne touche que 140 000 cordobas par mois. Inutile de lui demander si cela suffit à donner le strict nécessaire à ses deux enfants.

Une longue rangée de boîtes de Corn Flakes, importées de Guatemala, ne trouve pas preneurs. Même réduit de 25 000 à 20 000 cordobas, ce plat de céréales est un luxe que peu de foyers peuvent s'offrir.

Au rythme où vont les choses, le taux d'inflation atteindra 1 000 p. cent cette année. Il est évident que les salaires ne suivent pas et que la popularité du gouvernement enregistre une chute proportionnelle.

Devant une station d'essence coopérative, des douzaines de taxis attendent pour faire le plein, mais l'essence manque encore aujourd'hui. Ils laisseront leurs voitures en file jusqu'à lundi pour éviter de perdre leur tour.

«Le rationnement nous accorde quatre gallons par jour, ce n'est pas suffisant pour faire nos frais», dit le vieux chauffeur Oscar. Il rêve d'échanger sa vieille Datsum de 1970 contre une rutilante Lada, mais les centaines de nouvelles petites voitures soviétiques alignées les long des grands boulevards sont réservées à l'administration.

Littéralement ruinées par les efforts de guerre qui engloutissent 40 p. cent du budget national, les sociétés d'État ne peuvent même pas les acheter et les Lada dorment depuis quatre mois dans leur enclos sous une épaisse couche de poussière. □

TRIOMPHES

Des triomphes québécois par milliers

L'attaché de presse en question finisse par se tourner... vers les représentants de médias québécois à Paris.

Et il est vrai que si j'étais correspondant auprès des tentatives de percée culturelle québécoise à Paris — comme d'autres sont correspondants près du Vatican — je pourrais occuper un emploi à temps plein (et même davantage) en tenant le compte de tout ce qui

bouge chaque semaine à Paris sur le front québécois. À raison de trois ou quatre comptes rendus passionnants par semaine. Et ce, sans parler de tous ceux qui ne font que débarquer à Paris à la recherche de la gloire, mais sans projet vraiment précis.

Rien que de ce que j'ai entendu dans les deux dernières semaines, j'aurais eu de quoi faire des heures supplémentaires. Le jeune pianiste Alain Lefebvre se produit en concert à la salle Pleyel le 7 novembre à 17 h 30: vite une interview! Il y a à la Sorbonne un mystérieux colloque sur la revue *Liberté*: à ne pas rater. Edith Butler et Fabienne Thibault font de grandes tournées en province et se plaignent de ce que les journaux n'en parlent pas: on accourt sur-le-champ! Jean Lapointe menace de faire un mois l'hiver prochain dans une grande salle parisienne; pourquoi pas un pré-papier? Pauline Julien — qu'on n'a guère vue ici depuis longtemps — va faire un spectacle avec Anne Sylvestre dans une petite salle: peut-on l'ignorer? Il y a à la *Vinci*, de Robert Lepage, qui sera au théâtre de Boulogne-Billancourt. *Vis ta vinaigrette* de Marc Drouin est à Lyon. André Yachon a publié un roman au Seuil. Jean Ethier-Blais vient chercher son prix France-Québec à la Délégation. Des maisons d'éditions québécoises ont, semble-t-il, trouvé un tout petit co-éditeur d'ouvrages poétiques, la «Table rase». Il y a eu les trois galeries de Montréal exposant à la Foire internationale de l'Art contemporain (avec subventions). On me parle d'une quelconque Biennale internationale où il y aurait pas moins de 35 peintres québécois (pourquoi pas une interview par exposant?). J'apprends qu'il y avait cinq auteurs aux 24 heures du livre de Mans, et que Mme Noëlla Dubois va participer à une exposition de tapisseries contemporaines. Sans oublier le sculpteur Jean Noël à Ivry, la présentation de *Equinoxe* d'Arthur Lamothe aux services culturels du Québec, la *Trilogie des Dragons* du théâtre Repère au festival de la francophonie, Louise Forestier qui aurait trouvé une salle pour produire son dernier spectacle, Renée Claude qui a montré le sien au Centre culturel canadien. Il y a même eu deux cocktails pour la distribution à Paris — dans trois librairies! — de la revue *Vice-Versa*. Ajoutons la liste des comédiens qui travaillent ou essaient de travailler à Paris, souvent à la faveur de coproductions franco-canadiennes. Le cinéaste André Melançon qui aurait trouvé un distributeur, et le film (très remarqué) *Un Zoo la nuit* qui sortira en février.

(Malgré cette liste plus qu'impressionnante, je suis convaincu que quelqu'un me reprochera de ne pas l'avoir mentionné: qu'il sache que c'est par ignorance plutôt que par mauvaise volonté.) La vérité (subjective) dans cette affaire, c'est que, Dieu merci, le fait de prendre l'avion et de débarquer en France ne constitue plus un événement comme en 1965 ou 1970. Quelqu'un de relativement inconnu peut réussir à passer en vedette («tchecoslovaquie» à l'Olympia ou, mieux encore, à se faire inviter à la Fête de «L'Humanité» (devant des dizaines de milliers de personnes, of course!)), ou à se produire (à ses frais) dans une salle connue. La multiplication des coproductions ciné-télé ouvre des portes à des comédiens en tout genre. Là-dessus, les différents ministères québécois-outaouais versent des subventions ici et là, ce qui alimente fortement le courant. On trouve des poètes qui font des lectures à Beaubourg, des sociologues qui prononcent une conférence au Centre culturel canadien, etc.

Ce qui était un événement à l'époque héroïque ne l'est donc plus. Un artiste tente sa chance à Paris; c'est à Paris qu'il la tente. Et on suppose que les médias québécois s'intéresseront à lui le jour

où il aura réussi quelque chose d'un peu spécial. À ceux qui se produisent ces jours-ci à Paris, on a envie de dire: «Pourquoi ne pas essayer de faire parler de vous dans les journaux français puisque vous êtes à Paris?» Mais, comme en réalité, sur 100 personnes qui essaient, il y a une demi-douzaine de réussites, pour beaucoup il n'y a aucune presse en France. □

BOURASSA

L'économie reste une «priorité»

gouvernement humain avec de la compassion, un gouvernement qui doit continuer à influencer les forces sociales pour favoriser les plus démunis, les sidatiques, les sans-abri, les analphabètes, les gens âgés, les jeunes chômeurs», a-t-il dit. «On devrait parler un peu moins de produit national brut et un peu plus de bonheur national brut», a-t-il ajouté.

Plus tard, M. Benoit a précisé à *La Presse*: «Le gouvernement a une équipe d'administrateurs, qui ont un langage d'administrateurs, on leur dit essayez donc maintenant d'être plus près des gens.»

En fin de journée, le premier ministre a mis un bémol aux déclarations du président de son parti. Le gouvernement a versé en deux ans \$1 milliard de plus au secteur social, en plus de hausser deux fois le salaire minimum. La réforme de l'aide sociale et le vieillissement rapide de la population vont encore faire grimper la facture, prévient-il. Or, avec un taux de chômage à 10 p. cent — 13 p. cent chez les jeunes — et une crise boursière aux retombées inquiétantes, «il faut continuer de mettre l'accent sur l'économie», a-t-il tranché.

En revanche, le ministre responsable de la Privatisation, M. Pierre Fortier, l'un des ténors économiques de l'équipe Bourassa, a déclaré qu'il était d'accord avec le changement de cap réclamé par le parti.

«Il est temps qu'on se penche sur d'autres domaines puisque l'économie est bien lancée», a-t-il soutenu.

Pour M. Bourassa, le fameux livre blanc sur la réforme de l'aide sociale sera «vraisemblable-

ment» déposé à l'Assemblée nationale avant les Fêtes. La durée de la consultation qui suivra reste à déterminer, mais les modifications à la loi devraient être choses faites avant le prochain scrutin.

Le président de la Commission jeunesse du PLQ, M. Joël Gauthier, a déclaré qu'il s'attendait à une annonce «imminente» du ministre du Travail, M. Pierre Paradis. Après avoir réclamé la parité de l'aide sociale pour les moins de 30 ans, avant la fin des deux premières années du mandat libéral, les jeunes du PLQ estiment désormais «qu'au minimum» les grandes orientations devront être connues avant les Fêtes.

Hier c'est essentiellement sur les questions d'environnement qu'aurait porté les discussions des députés. Invité comme conférencier, M. David Runnalls, conseiller à la Commission mondiale sur l'Environnement et le Développement, un organisme de l'ONU, a salué les progrès réalisés au Québec dans ce domaine au cours des dix dernières années. Dans le passé, le Québec était connu comme étant la province ayant l'un des pires dossiers dans ce domaine, a-t-il rappelé.

Toutefois, le Québec a toujours de sérieux problèmes d'élimination des déchets toxiques, a-t-il souligné. Interrogé sur le projet d'un incinérateur en Abitibi pour se débarrasser des huiles contaminées aux BPC, M. Runnalls a soutenu que «les populations avoisinantes ont raison d'avoir peur».

«Je ne vivrais pas à moins de 100 milles d'un tel incinérateur», a-t-il dit, rappelant qu'aux États-Unis, des sapeurs-pompiers avaient refusé d'éteindre un incendie survenu dans un édifice où se trouvaient des BPC.

«C'est hautement cancérigène. Vous ne savez pas ce qui peut arriver si vous commencez à brûler ça», a-t-il dit. Selon cet expert international, seul un système qui détruirait les BPC dans un milieu strictement clos serait acceptable.

Pour le ministre de l'Environnement, M. Clifford Lincoln, Québec a bien l'intention d'aller de l'avant avec son projet d'incinérateur dans l'Abitibi. «Il y en a beaucoup dans le monde, les émissions sont strictement contrôlées», a dit M. Lincoln. □

Nos insectes

Des insectes qui dansent

Le Jardin Botanique accueille dans ses serres, jusqu'au 6 décembre, une exposition des plus beaux insectes du monde. Pour souligner l'événement, *La Presse* publiera quotidiennement, jusqu'à la fin de l'exposition, une chronique sur les insectes du Québec signée par l'entomologiste Pierre de Tonnancour.

■ La relation liant l'abeille à l'homme est très ancienne, car sa domestication est déjà vieille de plus de 4 000 ans. Les abeilles domestiques (*Apis mellifera* L.) produisent du miel, c'est bien connu! Mais leur importance en tant qu'agents pollinisateurs, rôle qu'on leur reconnaît d'emblée, demeure souvent insoupçonnée. Sans l'abeille, le rendement de plusieurs types de cultures, telle celle d'arbres fruitiers comme les pommiers, chutera de façon dramatique. C'est d'ailleurs la raison qui motive les pomiculteurs à introduire à chaque printemps, au moment de la floraison, des ruches dans leurs vergers. En réalité, les retombées économiques de la pollinisation sur le rendement des cultures excèdent largement celles provenant de la vente du miel et de la cire, dans un rapport qui, selon les estimations les plus

conservatrices, atteint facilement du 15 pour un.

Il existe chez l'abeille domestique une forme de communication sophistiquée, qui se manifeste par un comportement de danse. Ce «langage» permet aux butineuses, qui reviennent à la ruche, de transmettre à leurs consœurs des renseignements sur la distance, l'orientation et la qualité d'une source de nourriture, en utilisant le soleil comme point de repère. Par exemple, la découverte d'une telle source à proximité de la ruche mènera la butineuse à exécuter, devant ses congénères, une série de mouvements circulaires alternant vers la gauche et vers la droite. Cette forme de communication s'avère extrêmement profitable aux abeilles dans la mesure où elle leur permet d'atteindre très rapidement les sources de nourriture, minimisant du même coup les dépenses en énergie associées aux déplacements.

Afin de favoriser l'observation des comportements de l'abeille domestique, une ruche aux parois partiellement vitrées sera installée à l'Insectarium de Montréal.

Pierre de Tonnancour
Entomologiste

LA MÉTÉO

Québec

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Abitibi	-18	-7	Nuageux
Outaouais	-16	-3	Nuageux
Laurentides	-16	-5	Neige
Cantons de l'Est	-17	-6	Neige
Matane	-14	-4	Nuageux
Québec	-16	-5	Nuageux
Lac-Saint-Jean	-12	-6	Neige
Rimouski	-4	0	Neige
Gaspésie	-4	0	Neige
Bas-Caraïbe	-6	0	Neige
Sept-Îles	-3	0	Neige

Canada

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Victoria	8	11	Nuageux
Edmonton	4	8	Nuageux
Regina	-12	5	Nuageux
Winnipeg	-8	-4	Nuageux
Toronto	-10	-4	Ensoleillé
Fredericton	1	4	Nuageux
Halifax	5	12	Ensoleillé
Charlottetown	4	12	Ensoleillé
Saint-Jean	2	5	Nuageux

États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.
Boston	-4	2	N.-Orléans	7	18
Buffalo	-11	4	Pittsburgh	-8	5
Chicago	-8	1	S. Francisco	9	16
Miami	12	26	Washington	-2	10
New York	-3	7	Dallas	5	19

les capitales

	Min.	Max.		Min.	Max.
Amsterdam	8	12	Madrid	4	10
Athènes	4	10	Moscou	-11	-6
Acapulco	25	35	Mexico	9	23
Berlin	5	7	Oslo	0	1
Bruxelles	1	10	Paris	4	6
Buenos Aires	14	22	Rome	4	14
Copenhague	3	9	Seoul	0	14
Gênes	3	9	Stockholm	0	1
Hong Kong	21	22	Tokyo	8	16
Le Caire	14	24	Trinidad	25	32
Lisbonne	10	19	Vienne	5	9
Londres	6	10			

La Quotidienne

Tirage d'hier

à trois chiffres

600

à quatre chiffres

1626

47-7-01

Dimanche 22 novembre 1987

Maurice «Mad Dog» Vachon revient chez lui

PAUL ROY

■ «Le Canade!», a prononcé d'une voix étouffée et émue Maurice «Mad Dog» Vachon, en descendant d'avion, hier après-midi à Dorval. En apparaissant dans la porte du Challenger, radieux, il avait levé les yeux et les bras vers le ciel.

Et c'est assis dans un fauteuil roulant, le crâne nu, qu'il a descendu au ralenti les marches de l'appareil mis à sa disposition par Petro Canada. Sa progression était entravée par les micros et les caméras qui formaient un véritable barrage.

Mais l'ex-lutteur devenu vedette de la télévision semblait rayonner de bonheur : «C'est le plus beau jour de ma vie! Non, je n'ai pas froid!»

Maurice Vachon rentrait de Iowa City, où il a subi huit opérations, dont l'amputation d'une jambe, depuis un accident survenu le 9 octobre. Il avait maigri mais semblait en bonne forme.

Il s'est rendu à la salle de conférence de l'aéroport en limousine, au côté du ministre fédéral de l'Énergie, Marcel Masse, qui était venu l'accueillir. Le député conservateur de Duvernay, Vincent Della Noce, s'agitait aussi autour du héros.

— Maurice Vachon est-il un ami personnel? avons-nous demandé au ministre.

— Non.

— Alors, pourquoi êtes-vous venu l'accueillir?

— Pour rendre service.

M. Masse a d'ailleurs qualifié de cynique l'interprétation d'un journaliste qui a évoqué la proximité d'une élection fédérale pour expliquer sa présence à l'aéroport. Après tout, Maurice Vachon n'est-il pas un des hommes les

«C'est le plus beau jour de ma vie», lance à sa descente d'avion l'ancien lutteur, accueilli par le ministre Marcel Masse



PHOTO LUC SIMON PERRAULT, LA PRESSE

Maurice Vachon a rencontré la presse à son retour au pays hier après-midi. Il est ici flanqué de M. Gaston Beauregard, vice-président de Petro-Canada pour l'Est et de M. Michel Jasmin, ami et collègue à la télé.

plus populaires du Québec par les temps qui courent?

Quoi qu'il en soit, le ministre et le député se tenaient bien près du héros quand les projecteurs s'allumaient.

C'est M. Masse qui, à la demande de l'animateur Michel Jasmin, collègue et ami de Maurice Va-

chon, avait obtenu du président de Petro Canada qu'un Challenger de la société d'État soit mis à la disposition de l'ex-lutteur. Celui-ci avait représenté le Canada aux Jeux Olympiques de 1948 et aux Jeux de l'Empire de 1950, y remportant une médaille d'or. Et Petro Canada est associée de près à l'olympisme.

Michel Jasmin et un caméra-

man de Télévision Quatre Saison, où travaille M. Vachon, étaient aussi à bord de l'appareil. Maurice Vachon fera une apparition à Jasmin Centre-Ville mardi soir et l'émission de mercredi lui sera consacrée.

« Mon père m'avait dit que si je participais aux Jeux Olympiques, les gens ne m'oublieraient plus jamais », a déclaré Maurice Vachon

en conférence de presse après son arrivée.

Il dit avoir reçu près de 4 000 cartes de souhaits durant son séjour à l'hôpital. Et assez de fleurs pour qu'on doive lui trouver une chambre plus grande à l'hôpital universitaire d'Iowa City.

Quant au téléphone, il ne dérouillait pas. « Ce n'est pas

croyable tous les témoignages que j'ai reçus! Sans ça, je ne serais pas passé au travers. »

M. Vachon passera les prochaines semaines à l'Institut Lucie Bruneau, où il recevra une nouvelle prothèse. Il prévoit être en mesure de marcher sans canne ni béquilles d'ici de trois à six mois.

« Pour le moment, dit-il, je ne peux pas mettre trop de poids sur ma jambe. »

Maurice Vachon était en visite chez sa belle-sœur à Des Moines, en Iowa, quand il a été heurté par un chauffard sur une route secondaire.

« Je prenais une marche matinale vers 6 h 30 du matin. J'ai entendu une auto, j'ai vu ses lumières... après, je ne me rappelle plus de rien. »

Il a été conduit à l'hôpital de Des Moines et, quand on l'a transféré à Iowa City, 12 heures plus tard, on s'est rendu compte qu'il avait également une fracture à la jambe droite. Il était déjà trop tard, la circulation du sang était complètement coupée. Il a fallu l'amputer.

A-t-il l'intention de poursuivre le premier hôpital?

Des sanglots dans la voix, il répond : « J'ai 58 ans, j'aime mieux regarder le côté positif de la vie et pardonner à ceux qui nous ont offensés. Je suis bien content d'être ici et en vie. On va laisser faire les mauvais côtés. »

Michel Jasmin, qui assistait à la conférence de presse, a dit de Maurice Vachon qu'il était avant tout « profondément humain ».

Quand pourra-t-on le revoir régulièrement à son émission?

« Il récupère très vite, il ne prend déjà plus de médication, je pense que d'ici la mi-janvier, il va avoir recommencé à travailler de façon régulière. »

Un froid record

■ Pour la première fois cette saison, le mercure a atteint hier la marque des -14,4 degrés celsius, battant ainsi un record de température pour un 21 novembre.

Le record précédent avait été établi le 21 novembre 1978 alors que le mercure était descendu à -12. Le maximum atteint cette journée-là avait été de -7 degrés, tandis qu'hier, le mercure n'est monté qu'à -9 degrés. Même les parcomètres portaient des caches-oreilles...

Au chapitre des précipitations, Dorval ne prévoit aucune accumulation de neige pour aujourd'hui. Hier, une perturbation locale a recouvert la métropole de son premier manteau blanc causant certains ennuis aux automobilistes, particulièrement aux intersections et dans les côtes. La voirie municipale a dû intervenir hier en soirée dans les rues de Montréal et procéder à l'épandage d'abrasif sur les grandes artères, particulièrement dans les côtes, les courbes et les voies d'accès aux autoroutes.

Selon un porte-parole de la Ville, près de la moitié des équipements disponibles ont dû être utilisés. Dorval prévoit que la vague de froid se poursuivra jusqu'à lundi et que le mercure pourrait atteindre les -16 aujourd'hui.

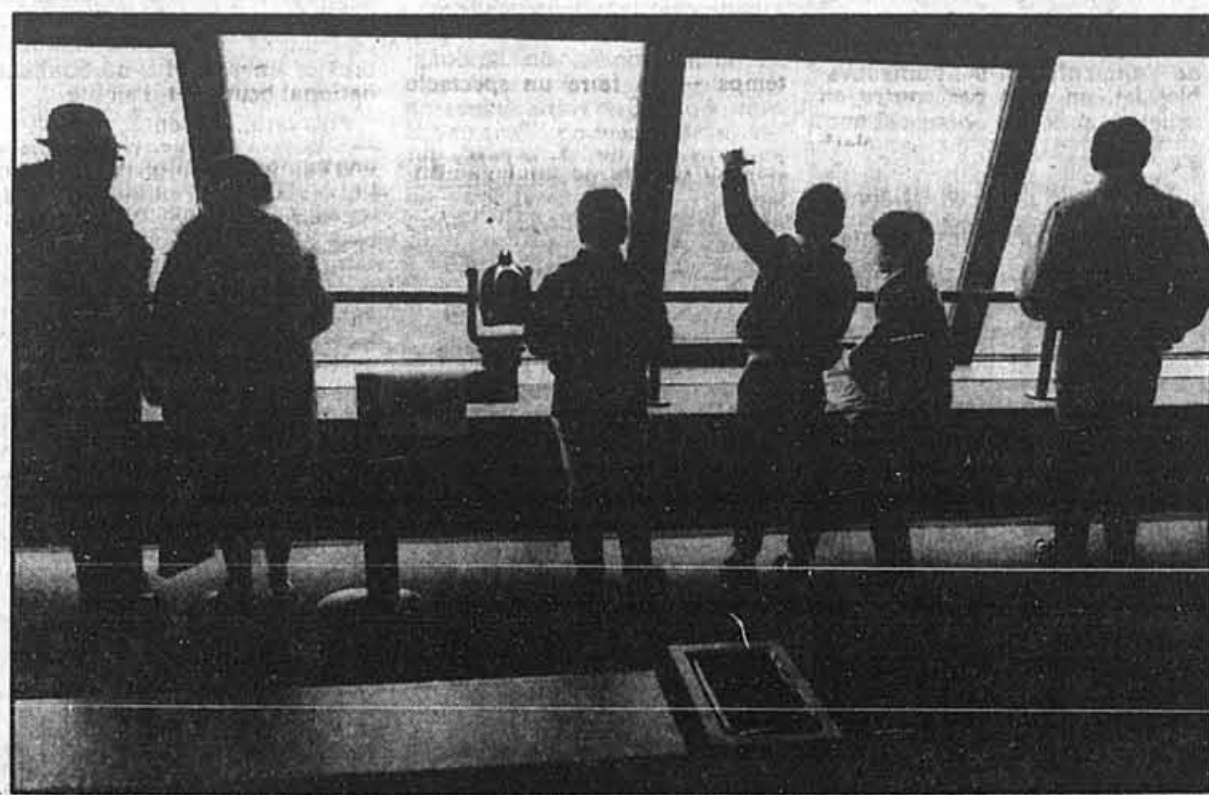
Le bébé opéré en Californie vient d'Anjou

■ La petite Geneviève qui est devenue vendredi le premier bébé québécois à subir une transplantation cardiaque est l'enfant d'un couple d'Anjou, Anne-Marie, 25 ans, et Pierre Brisson, 27 ans.

Geneviève, âgée de 12 semaines, souffrait à sa naissance d'une malformation du ventricule gauche du cœur. Sans greffe, elle était condamnée à mourir dans les mois suivant sa venue au monde.

Elle a reçu son nouveau cœur à l'hôpital Loma Linda, en Californie. Si tout va bien, elle pourra quitter l'hôpital dans quelques semaines, mais elle devra vivre pendant un an à proximité de l'hôpital, pour y recevoir les soins post-opératoires.

Le chirurgien qui a réalisé l'opération, le docteur Bernard Bailey, se disait satisfait de l'état de la fillette et estimait qu'elle avait de bonnes chances de survie. Sept jeunes greffés de l'hôpital de Loma Linda, dont le plus jeune, Paul Holc, avait été opéré à peine quelques heures après sa naissance, sont toujours en vie. Geneviève Brisson est le 11^e bébé au monde à subir une greffe du cœur.



Le panorama qui s'offre à l'œil du haut de la tour du stade provoque les oh! et les ah!... quand le temps n'est pas trop pluvieux comme c'était le cas hier.

PHOTO LUC SIMON PERRAULT, LA PRESSE

Stade: la foule ne se presse pas à l'inauguration du funiculaire

RAYMOND GERVAIS

■ «Papa, j'ai le frisson! On a l'impression qu'on s'éloigne de la terre et qu'on ne pèse plus rien. C'est formidable la sensation que j'éprouve... J'aime ça!», déclare toute excitée à son père, la jeune Nathalie 10 ans.

Nathalie et son père étaient hier parmi les premiers visiteurs à emprunter hier le funiculaire pour grimper jusqu'au haut de la tour du Stade olympique.

Pour la première fois, le grand public pouvait essayer cette navette qui permet d'atteindre l'observatoire situé dans la plus haute tour inclinée au monde qu'est le mât du stade à 169 mètres (ou l'équivalent d'un édifice de 50 étages).

Mais contrairement à ce qu'on pouvait s'attendre, les Montréal-

lais ne se sont pas présentés par milliers à la gare du funiculaire hier matin. Il faut néanmoins admettre que la journée froide et venteuse que nous avons connue n'a pas aidé la cause de la Régie des installations olympiques.

Moins de 1 000 personnes se sont en effet déplacées pour venir faire un tour de funiculaire.

Les responsables de la RIO s'attendent à un plus grand nombre de visiteurs aujourd'hui. « Il y a beaucoup de gens qui ne savent pas que le funiculaire ouvrait aujourd'hui (samedi) et comme il s'agit d'un attrait touristique permanent, il est normale que ça démarre lentement », a confié un responsable de la RIO.

Jusqu'à maintenant, la réaction du public semble excellente et pas un des 25 visiteurs interrogés par La Presse, n'a exprimé de commentaires négatifs. « La vue de la ville est superbe, le fleuve est ma-

jestueux, dommage que le temps ne permet pas de voir les Laurentides et la Rive-Sud clairement. On reviendra lorsqu'il fera soleil », a déclaré M. Robert Véronneau qui avec ses deux enfants et son épouse, a admiré les trois différents panoramas durant près d'une heure, cherchant tantôt à reconnaître la maison familiale, le bureau de papa et l'école de Pierre et François.

Le prix d'entrée — \$5 par adulte — ne semble pas intimider les visiteurs et ces derniers ne trouvent pas que la RIO a exagéré dans la tarification. Pour les étudiants et les gens de l'Âge d'or, le prix d'entrée est de \$4 tandis que pour les enfants de 5 à 12 ans, il est de \$3,50. L'entrée est gratuite pour les moins de 5 ans et il y a des prix spéciaux pour les groupes de 4 personnes et plus.

Le funiculaire est ouvert tous les jours de 9 h 30 à 17 h 30.

Si vous projetez de vous rendre visiter ce nouveau point de vue de Montréal, n'oubliez pas d'apporter vos jumelles et votre appareil photo. Il y a bien des lunettes d'approche installées par la RIO, mais ces appareils ne sont pas d'une grande utilité par temps brumeux et la pièce de 25 cents que vous devez insérer dans l'appareil, ne permet pas d'admirer les alentours durant bien longtemps.

Par ailleurs, la toile du Stade est à nouveau déployée au dessus de l'anneau technique depuis vendredi soir. L'opération s'est bien déroulée.

Un historien remet en question le rôle de lord Dorchester

JEAN-PIERRE BONHOMME

■ Le général d'armée britannique, Guy Carleton, lord Dorchester, a participé aux discussions relatives à l'adoption, par le Parlement britannique, de la loi de 1774, accordant aux Canadiens français certains droits, après leur conquête, mais il ne faut pas, comme certains historiens de jadis, tel Thomas Chapais, lui attribuer un rôle de sauveur de la nation.

C'est ainsi que l'historien du régime britannique, à l'université de Montréal, M. Pierre Tousignant, commente les diverses interprétations qui ont récemment été données au sujet du personnage. Guy Carleton, que le roi d'Angleterre a ennobli, après la prise de Québec de 1760, lui attribuant les terres de Dorchester, dit l'historien montréalais, a effectivement contribué à adoucir la domination britannique sur le peuple français conquis. Mais cela s'est produit pour des raisons pratiques: les élites canadiennes françaises auraient pu, sans cela, dans le contexte de la révolution américaine, basculer du côté des républicains. Il ne faut donc pas, dit-il, « lui accorder un rôle trop exagéré ».

Le rôle de Guy Carleton, on le sait, a été ramené à la conscience publique, par la décision de l'administration municipale de changer le nom du boulevard qui l'honore pour le remplacer par celui de feu le premier ministre René Lévesque. A cet égard, M. Tousignant dit personnellement préférer, s'il faut éliminer certains symboles de domination, enlever la colonne Nelson, située devant l'hôtel de ville. Car, en ce dernier cas, il s'agit, pour lui, de « la glorification d'un héros étranger à notre histoire ».

L'historien signale que Carleton a joué un rôle capital dans l'histoire locale, puisque, pendant deux périodes s'étendant au total sur 22 années, il a eu pleins pouvoirs politiques et militaires sur la colonie. Le lieutenant-gouverneur de cette époque gouvernait effectivement à tous les points de vue pour la Couronne britannique, et, dans son cas personnel, d'une manière particulièrement « autoritaire ».

M. Tousignant et son collègue Gilles Gallichan, de la Bi-



Guy Carleton, lord Dorchester

bliothèque nationale, signalent que la loi de 1774, nommée Acte de Québec, a eu, comme double objet, de reconnaître le régime seigneurial d'ici et de donner à l'Église locale le droit de prélever une dime obligatoire auprès des colons. Ce dernier privilège, indique M. Gallichan, a fait davantage plaisir à la hiérarchie catholique qu'aux pauvres colons.

M. Gallichan explique que Carleton, dont les origines étaient aristocratiques, s'associait mal aux marchands britanniques de Montréal et leur refusait, pour des raisons de privilèges de classe, le droit au pouvoir législatif. La loi de 1774 a par ailleurs fait disparaître le serment du test, qui interdisait, lui, l'accès des Canadiens français à tout poste public. Quant à la loi de 1791, qui créait une assemblée représentative, lord Dorchester n'aurait pas beaucoup contribué à sa rédaction.

Les deux historiens rappellent les faits suivants:

— Guy Carleton a combattu dans l'armée de Wolfe. Il a combattu tout l'été dans cette guerre particulièrement dure qui a touché les civils. Il était à la tête du 2^e bataillon sur les plaines d'Abraham. Il a du reste été blessé à la tête, à cette occasion et il a été rapatrié à Londres la même année;

— en 1766, Guy Carleton est nommé lieutenant-gouverneur du Bas-Canada, ce qui comprend les pouvoirs absolus civils et militaires; il gouverne jusqu'en 1778;

— en 1786, donc après la révolution américaine, Guy Carleton, devenu Lord Dorchester, redevient lieutenant-gouverneur pendant dix ans.

Le gros lot du 6/49 est divisé en trois prix

Presse Canadienne
TORONTO

■ Les numéros tirés hier au Lotto 6/49 sont: 1, 7, 11, 12, 29 et 39. Le numéro complémentaire est le 16.

Le gros lot de \$5 millions sera divisé en trois prix de \$1,6 million chacun.

Dans la catégorie 5/6 plus, il y a neuf gagnants qui recevront \$896 262,30 chacun.

Le tirage fait 559 gagnants de \$1 226 dans la catégorie 5/6.

Dans la catégorie 4/6, on compte 23 508 lots de \$56.

Recherchées: les vilaines banques

Un comité des Communes voudrait qu'elles payent de l'impôt

Presse Canadienne
OTTAWA

Lorsqu'une recommandation d'un comité de la Chambre des communes fait les manchettes, le ministre concerné déclare poliment qu'elle mérite une étude approfondie. Puis, on n'en entend plus parler.

Tel n'est pas le sort réservé à la suggestion du comité des Finances d'imposer un impôt minimal aux institutions financières.

D'abord, le ministre des Finances Michael Wilson n'a pas ménagé ses mots pour rejeter la proposition, la plus controversée des 81 recommandations du rapport du comité sur la réforme fiscale.

Il a affirmé qu'il s'agissait là d'un projet impraticable, qui nécessiterait une vaste consultation du secteur privé.

Traduction de ce langage parlementaire: une idée aussi ridicule ne sera jamais acceptée.

Mais M. Wilson ne pourra pas reléguer facilement aux oubliettes cette idée de forcer les institutions financières à verser un tel impôt.

Le projet comporte en effet un ingrédient crucial susceptible de faire saliver le public d'expectative: il vise enfin une cible de choix, un belle grosse cible traditionnellement abritée sous une carapace d'intouchable.

Ces banques — auxquelles on reproche, entre autres péchés, des taux d'intérêts trop élevés sur les prêts, ou trop mesquins sur l'épargne et une interminable liste de frais de service — sont facilement perçues comme institu-



M. Michael Wilson

tions sinistres et gloutonnes dans l'esprit des gens. Voilà de quoi plaire à tout gouvernement en quête de popularité.

Des documents gouvernementaux démontrent en effet qu'une seule des six plus grandes banques canadiennes a payé de l'impôt en 1986.

Selon le comité des Finances, les banques, les trusts et les compagnies d'assurance ne versent en moyenne que de un à six pour cent de leurs profits à l'impôt.

Détails cachés

Comparativement au taux d'imposition auquel les revenus personnels sont assujettis, il n'est pas étonnant que de telles infor-

mations fassent bondir les contribuables.

Le comité des Finances a toutefois tenu sous silence certains détails. Le fait, par exemple, que les banques doivent conserver près de \$7 milliards en réserve à la Banque du Canada, sans retirer d'intérêt en retour. Les banques perdent ainsi \$250 millions par année.

De plus, les revenus faits grâce à certains prêts sont exempts d'impôt en vertu de politiques gouvernementales destinées à venir en aide aux petites entreprises menacées par des taux d'intérêt élevés.

Les banques offrent également des substituts aux prêts traditionnels: acquérir des actions d'une corporation qui a besoin de financement, une manière de procéder approuvée par le gouvernement qui voit une contribution à la croissance de l'économie.

En 1982, un autre comité fédéral des Finances, dominé alors par les Libéraux et non par les Conservateurs comme c'est le cas actuellement, avait souligné tous ces éléments dans son rapport sur les profits faits par les banques.

À la lumière de cette situation, le comité avait conclu qu'obliger les banques à verser un impôt minimum aurait des répercussions néfastes sur l'économie.

Malgré tout, on peut s'attendre que la recommandation fera encore beaucoup parler d'elle au cours des prochaines semaines. À l'approche de Noël, les députés ont besoin de se distraire. La chasse aux vilaines banques risque de devenir un passe-temps fort apprécié.

Le député Piquette fera des excuses s'il peut parler français à l'avenir

Presse Canadienne
EDMONTON

Le député Léo Piquette est prêt aux compromis dans sa bataille pour parler français au parlement de l'Alberta.

Un rapport publié vendredi suggère qu'il n'avait pas à reculer, mais le député néo-démocrate d'Athabasca-Lac La Biche a déclaré qu'il pourrait s'excuser d'avoir désobéi au président de la chambre si le droit de parler dans sa langue maternelle lui est reconnu.

«Si je peux obtenir le respect du principe que les deux langues officielles ont leur place dans cette chambre, l'excuse en sera plus agréable», a dit M. Piquette.

La controverse remonte au mois d'avril alors que le président David Carter avait fermé le micro de M. Piquette lorsque celui-ci avait tenté de parler français au cours de la période de questions.



M. Léo Piquette

Le comité des prérogatives parlementaires de la législature albertaine s'est penché sur la question et a recommandé que M. Piquette s'excuse.

Dès le retour en chambre demain, une résolution pourrait lui ordonner d'admettre qu'il a commis une erreur.

Après avoir discuté avec ses collègues néo-démocrates de la position à adopter, M. Piquette a décidé d'attendre et voir ce que serait le prochain geste du gouvernement avant de décider s'il s'excusera ou non.

Le leader du gouvernement en chambre, M. Les Young, n'était pas disponible pour commenter la situation.

«Si le texte de la résolution est exact, je m'excuserai, mais je ne veux pas me compromettre à l'avance», a précisé M. Piquette.

Les commentaires faits vendredi par M. Piquette coïncident avec la publication d'un rapport rédigé par trois spécialistes constitutionnels qui rejettent les conclusions du comité parlementaire.

Commandé par l'Association canadienne-française de l'Alberta, le rapport avance que M. Carter était obligé de laisser M. Piquette parler français en vertu de l'article 110 de la Loi sur les Territoires du Nord-Ouest. L'Alberta tombe sous la juridiction de cette loi.

Selon le président de l'Association, M. George Ares, le rapport démontre que M. Piquette n'a aucune excuse à faire.

Chapelle Darblay: Cascades et Pinault font un pas de plus

d'après AFP
PARIS

Le Français Pinault (filiale bois) et le Canadien Cascades ont fait un pas de plus vers la reprise de la Chapelle Darblay: leurs présidents ont annoncé hier la nomination de nouveaux organes dirigeants pour les deux principaux holdings dans lesquels ils sont désormais représentés.

Du coup, ont-ils précisé à Neuilly, en banlieue de Paris, à l'issue des assemblées générales des deux holdings, que leur location-gérance du groupe papeter prend fin et celui-ci «retrouve la maîtrise de son outil».

Les nouveaux organes dirigeants se réuniront en début de semaine prochaine pour compléter les directoires et convoquer une assemblée générale extraordinaire de la Financière Chapelle Darblay.

ASSURANCE-VIE PAS D'EXAMEN MEDICAL

Jusqu'à 25000\$
POUR PERSONNES AGÉES
DE 20 À 60 ANS
TRANS AMERICA DU CANADA
Restriction les 3 premières années.

POUR INFORMATIONS
Postez dès aujourd'hui
Nom.....
Adresse.....
Ville..... Code.....
Tél.....

Hughes Carrier courtier d'assurance-vie
2507, rue Vimont, Longueuil, Qué. J4L 3Y6



Une rue typique du quartier français de la Nouvelle-Orléans

Les Cajuns: une vitrine française qui camoufle une lente agonie

ANDRÉ PÉPIN
envoyé spécial

La Presse à la Nouvelle-Orléans

Dans le très accueillant quartier «Le Vieux-Carré», au coeur de la Nouvelle-Orléans, où se formait en 1717 le noyau de la future métropole du Sud américain, les affiches unilingues françaises sont plus nombreuses que dans plusieurs de nos quartiers montréalais qu'on dit pourtant bien «protégés».

Mais cette apparente culture française, n'est qu'une vitrine. Il est en effet très difficile de rencontrer ici quelqu'un qui parle français. Au bureau du Québec, en Louisiane, on admet même que les Américains ont récupéré les traits les plus sympathiques de la «francophonie louisianaise» pour donner un style au quartier. On constate le même phénomène dans les autres villes dites «françaises», telles Lafayette et Bâton-Rouge.

«La boucherie», la rue «Des Ursulines», la «Bouquetière», l'hôtel «Le Richelieu», le «French Market», voilà autant de noms évocateurs qui donnent pourtant aux visiteurs l'impression de vivre dans une autre Amérique.

L'air frais du Mississippi rend les promenades nocturnes très agréables dans ces rues où les amuseurs publics, pour quelques sous, perpétuent la culture «cajune» comme ils peuvent. Si on parle français ici, ce n'est pas sur la place publique. Sauf si quelqu'un remarque notre accent québécois, il risquera un «bonjour, bienvenue en Louisiane».

Cette vitrine, c'est avant tout un «melting pot» d'origines française et franco-canadien-

ne, aussi germanique, hispanique et, il faut le dire «américaine».

Dans cette douce atmosphère où les Louisianais semblent vivre au ralenti, le drame se joue. Non seulement à la Nouvelle-Orléans, mais aussi dans toute l'Acadiana du sud de l'état: on parle de moins en moins français, la culture souffre de la «slow strangulation». Les aînés, dans les fêtes spéciales, à la maison, parlent occasionnellement français, expliquent les représentants du Québec.

M. Claude Girard, directeur du Bureau du Québec, en poste ici depuis à peine sept mois, explique: «Le phénomène est étonnant. Oui il y a le lent étranglement parce que les parents n'insistent pas, mais il y a aussi un effort d'affirmation très vivace. Zacharie Richard est le symbole de la survivance, mais il n'est pas seul à relever la tête. Les Cajuns comptent au moins 1 000 artistes qui se définissent et sollicitent de l'aide. Ce qu'ils ont besoin, c'est d'un public».

Les relations entre Québécois et Louisianais sont timides. Les Louisianais participaient, en petit nombre, au récent sommet de la Francophonie à Québec, en septembre dernier. M. Girard veut par ailleurs jumeler plusieurs événements culturels, tels les deux festivals de jazz, mais c'est encore trop peu. Le Québec est un cousin si éloigné. «Nous faisons ici un travail de fourmi avec le Conseil pour le développement du français en Louisiane (CODOFIL), admet M. Girard.

Un travail de fourmi toujours menacé puisque, l'an dernier encore, l'avenir du Bureau

du Québec en Louisiane était remis en question.

La Louisiane compte 4,5 millions d'habitants. La population d'origine ethnique acadienne et francophone est de 1,5 million concentrée dans le sud de l'état, c'est-à-dire en Acadiana.

La population actuelle de ceux qui parlent français est d'environ 300 000, selon les statistiques, mais ce serait beaucoup moins, estiment plusieurs observateurs locaux.

Le mouvement francophone a été réanimé en 1968 par la mise sur pied du CODOFIL et par l'adoption d'une législation favorisant l'enseignement du français aux niveaux primaire et secondaire.

Quelque 300 professeurs, dont 25 Québécois, enseignent tous les jours quelques minutes de français aux Louisianais, mais leur tâche est immense et les résultats peu tangibles, admet le responsable du Bureau du Québec.

Ce n'est cependant pas un acquis mineur que la formation du CODOFIL dans cette mer anglophone. Le mouvement survit, s'accroche. Le CODOFIL, c'est l'éponyme de la francophonie louisianaise.

Le travail de fourmi dont parle le chef de la délégation québécoise doit se faire auprès des jeunes, dans les écoles de la Louisiane.

Les Cajuns doivent se débattre contre la «slow strangulation». «Même si un jour ils ne parlent plus français nulle part, ils demeureront des Cajuns dans le cœur», conclut le représentant du Québec. Ce ne sont pas gens enclins à paniquer. Ils «laissent le bon temps rouler».

Résultats

Provincial Tirage du 87-11-20

NUMÉROS	LOTS
3548755	500 000 \$
548755	50 000 \$
48755	1 000 \$
8755	100 \$
755	25 \$
55	10 \$

Résultats

Le Mini Tirage du 87-11-20

NUMÉROS	LOTS
474025	50 000 \$
74025	5 000 \$
4025	250 \$
025	25 \$
25	5 \$

Résultats

INTER PLUS Tirage du 87-11-20

NUMÉROS	LOTS	NOS MOBILES
006721	250 000 \$	09089 2 500 \$
06721	2 500 \$	3085 250 \$
6721	250 \$	012 25 \$
721	25 \$	
21	10 \$	

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Résultats

Tirage du 87-11-21

6/49

Vous pouvez miser jusqu'à 20 h le mercredi et le samedi

1 7 11 12 29 39

No complémentaire: 16

Résultats

Tirage du 87-11-21

SELECT

Vous pouvez miser jusqu'à 20 h le samedi

5 15 23 31 38 42

No complémentaire: 14

VENTES TOTALES: 1 881 241,00\$

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

EXPOSITION DE MEUBLES ORIENTAUX

de 11h à 19h tous les jours

Des milliers de sortes de meubles orientaux et objets artistiques sont offertes au public à prix de gros.

★ Excellente qualité ★ Prix imbattables ★ Entrée gratuite

Livraison gratuite à Toronto, Montréal, Boston, Chicago, etc.

Voici quelques exemples d'articles offerts à rabais:

Sculptures de pierre tendre
Paravent 6' x 6'
Valeur 1 500 \$
BAS PRIX D'EXPOSITION 699\$

Plaques murales
Ensemble 4 pièces
Valeur 50 \$
BAS PRIX D'EXPOSITION 24\$

Plaques murales avec incrustation de jade
Ensemble 4 pièces
Valeur 500 \$
BAS PRIX D'EXPOSITION 259\$

Mobilier de salle à manger en palissandre
Valeur 10 000 \$
BAS PRIX D'EXPOSITION 4 890\$

Mobilier de chambre à coucher en teck
Valeur 6 000 \$
BAS PRIX D'EXPOSITION 3 990\$

Lampo de parquet en marbre et bronze
Valeur 400 \$
BAS PRIX D'EXPOSITION 229\$

Mobilier de salle à manger en teck
Valeur 5 000 \$
BAS PRIX D'EXPOSITION 2 990\$

Paravent à incrustations de jade
Valeur 2 000 \$
BAS PRIX D'EXPOSITION 995\$

Paravent à incrustations de jade
Valeur 2 000 \$
BAS PRIX D'EXPOSITION 995\$

Coffre de hall d'entrée à incrustations de nacre de perle
Valeur 1 050 \$

Tél.: (514) 866-6305
1197, boul. St-Laurent, Montréal
2^e étage

Nous prolongeons notre vente d'une semaine pour le bénéfice du grand public.

Les anglophones pourraient créer un nouveau parti si la loi 101 n'est pas modifiée

DONNE LEBARRÉ
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Le gouvernement Bourassa ne doit pas reléguer aux oubliettes ses promesses électorales sur la langue d'affichage en prenant pour acquis que le vote des anglo-québécois ira éternellement au PLQ, a prévenu hier le député libéral de Jacques Cartier, Mme Joan Dougherty.

Le vote anglophone « n'est pas captif. En 1976 les anglophones ont voté pour un autre parti, l'Union nationale », rappelle-t-elle soulignant que les électeurs anglophones sont « déçus et tannés » devant les tergiversations du gouvernement Bourassa sur la question de la langue d'affichage.

« Dans dix ans, il pourrait y avoir un autre parti », souligne-t-elle, une allusion voilée à la montée du NPD, qui a toujours relati-

vement bien fait auprès des électeurs anglophones.

Hier, dès l'ouverture du Conseil général du PLQ, où jusqu'à ce soir près de 500 délégués discuteront d'environnement et de démographie, M. Pierre Anctil, président du comité du suivi des promesses électorales du parti a soutenu que, même si la permission d'utiliser une autre langue, avec le français, dans l'affichage n'avait fait l'objet d'aucune promesse écrite lors de la campagne, la population percevait tout de même qu'un « engagement moral » à modifier la loi 101 avait été pris.

Même opinion chez M. Robert Benoit, le président du parti. « Même si c'était pas si officiel dans les documents, le chef du parti (M. Bourassa) l'a déclaré à une station de radio anglophone, c'est selon moi une forme d'engagement », a-t-il dit.

Officiellement, le conseil général n'a pas à aborder la question linguistique. Dans certaines délégations de comités anglophones, on souligne préférer qu'il n'en soit pas question, même au Congrès national de février qui réunira 4.500 militants.

Hier, Mme Dougherty a soutenu ignorer encore si le dossier de la loi 101 allait être abordé. « Dans mon comité, on est en faveur de la politique actuelle (la promesse d'amendement à la loi 101), si on essaie d'en déroger on va s'impliquer », a-t-elle dit.

« Le gouvernement devrait appliquer le plus tôt possible notre politique qui, selon beaucoup de

monde, est très modérée », a-t-elle poursuivi.

Mme Dougherty toutefois « a bien peur de devoir attendre deux ans » avant qu'un geste soit posé.

Le gouvernement Bourassa attendra la décision de la Cour suprême qui entend présentement un appel sur trois causes d'affichage en anglais, à Montréal, croient Mme Dougherty et M. Benoit.

Toutefois précise le député la cour ne fournira « qu'une marge de manoeuvre » au gouvernement en se prononçant sur la constitutionnalité des articles de la loi 101 qui portent sur l'affichage. Si le gouvernement Bourassa décidait de ne pas respecter les principes du jugement, en utilisant la clause nonobstant de la charte canadienne des droits, « ce serait inacceptable pour moi et pour beaucoup de personnes », a-t-elle dit.

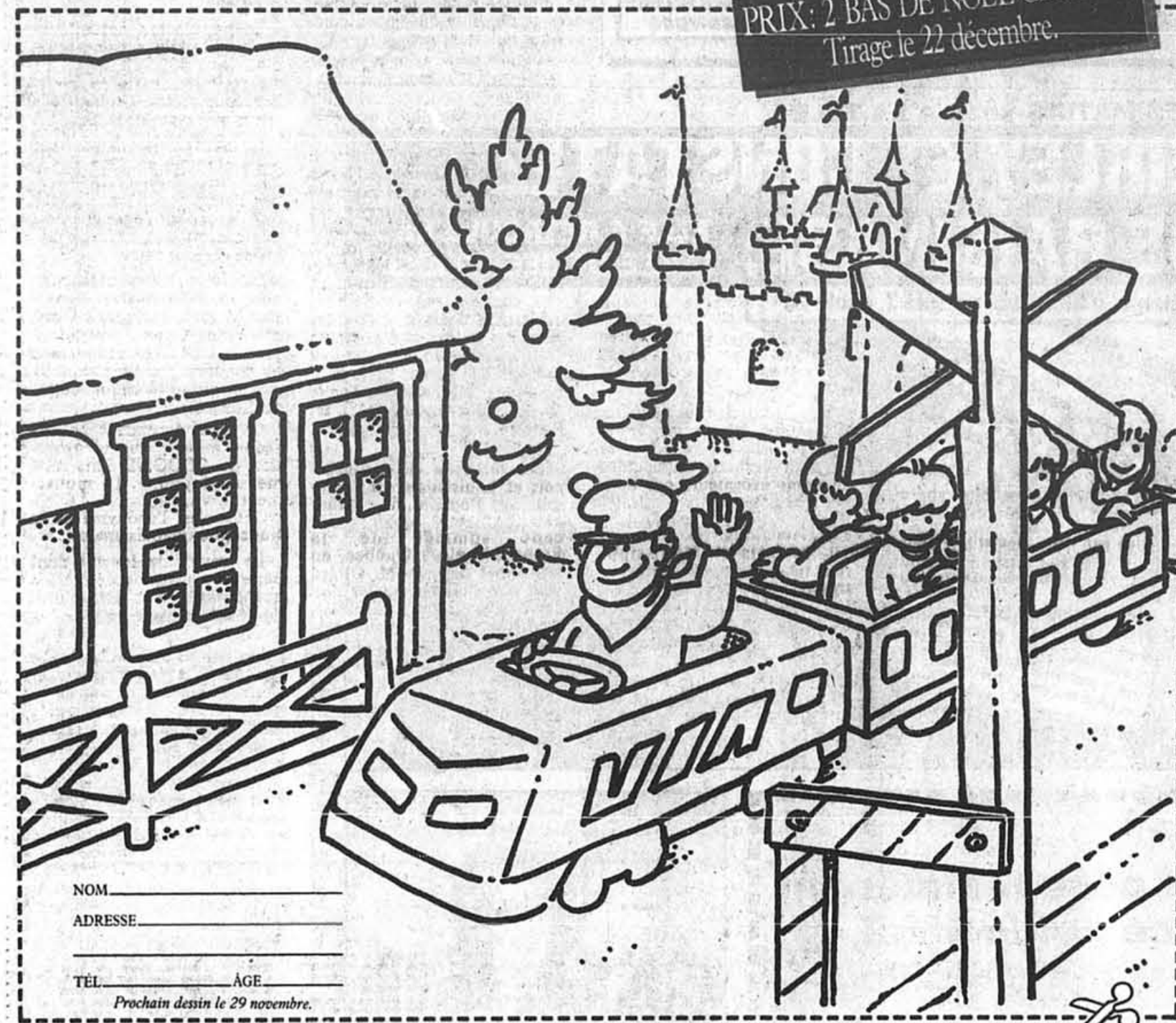


Mme Joan Dougherty

Petit train à colorier... et à visiter!

LE PÈRE NOËL ORGANISE UN GRAND CONCOURS DE COLORIAGE! VIENS LUI MONTRER TON DESSIN... TU POURRAIS GAGNER!

PRIX: 2 BAS DE NOËL GÉANTS
Tirage le 22 décembre.



NOM _____
ADRESSE _____
TEL _____ AGE _____

Prochain dessin le 29 novembre.

SPECTACLES POUR ENFANTS: DU MARDI AU VENDREDI, 13h30 ET 15h30; SAMEDI, 11h30, 13h30 ET 15h30

"MAGIE DE NOËL" (MUSIQUE ET ANIMATION) AVEC VIOLINE ET TURLUTIN/"TURLUTIN EN CHINE"

(CO-PRODUCTION: LA LOUVE BLANCHE ET LES ANIMERIES)

Viens visiter le seul vrai village de Noël: cabane rustique en bois rond du Père Noël, éblouissant château d'autrefois avec pont-levis, moulins à eau et à vent, souris, castors et un vrai train!... offert par Via Rail, pour faire tout le tour du village! TCHOU TCHOU!!!

EMBALLAGE
Pauvre Jean-Paul...
T'as les mains « pleines de pouces »
Ton papier retousse
Et ton ruban gondole!
Après ton magasinage
Va au kiosque d'emballage!
En une seconde
T'auras les plus beaux présents du monde!
Service offert par l'ORT.

SUGGESTIONS-CADEAUX
Mado, je t'aime ben gros
Mais j'arrive pas à définir
Ce qui te ferait plaisir
Cher Gérard, t'es donc pas débrouillard!
Va au kiosque suggestions-cadeaux pour trouver les idées qu'il te faut...
À Yolaine des mitaines
À André des verres fumés
Une jupette pour Henriette
Une sculpture à l'oncle Arthur

MERCI À L'AVANCE
Des milliers d'enfants du coin
Ou des quartiers voisins
À Noël ne reçoivent rien.
Pour les enfants des autres
Mettez-y un peu du vôtre...
Déposez quelque chose sous le sapin
Du Complexe Desjardins.
Collecte St-Vincent de Paul
En collaboration avec CIEL MF et CIME FM

En collaboration avec La Presse

COMPLEXE
DESJARDINS
CENTRE COMMERCIAL

Complice des émotions

Règlements du concours disponibles au kiosque Promotion.
Le concours se termine le 21 décembre à 21h.
Tirage le 22 décembre à 9h. Valeur totale des prix: 500\$.
Service de la commercialisation.

Informier

La thèse d'Esther Déom



CLAUDE GRAVEL

Directeur
de l'information

Lorsque Mme Esther Déom a soutenu sa thèse de doctorat en relations industrielles en août dernier, à la Faculté des études supérieures de l'Université de Montréal, quelques reporters en ont fait des comptes rendus. Sa thèse — le résultat de six années de recherches qui tenaient en 377 pages dactylographiées — portait sur l'histoire des syndicats de journalistes au Québec, de 1944 à 1984. Ces comptes rendus ont suscité ma curiosité. A ma demande, Mme Déom m'a fait aimablement parvenir une copie de sa thèse.

Après en avoir fait rapidement une première lecture de cette thèse, j'ai constaté qu'un article de journal, aussi bien fait soit-il, est parfois le bien pâle reflet d'une réalité. Les reporters ont fait dire à Mme Déom que « les revendications professionnelles constituent un aspect relativement margi-



Mme Esther Déom

nal du syndicalisme journalistique » et qu'il n'existe pas de liens directs entre les acquis professionnels des journalistes et les conflits de travail qui sont survenus dans les quotidiens depuis quatre décennies.

Quel choc! Depuis 40 ans, les journalistes syndiqués croient que sans le syndicalisme, ils en seraient encore à accepter des pots-de-vin pour faire vivre leur famille. Depuis 40 ans, les syndicats de journalistes répètent à leurs membres que sans le syndicalisme, le « patron » en serait encore à une honteuse exploitation de leurs talents. Depuis 40 ans, tout le monde dans la profession, patrons comme employés, s'entend pour dire que le syndicalisme a représenté une bien bonne chose pour la qualité de l'information. Et voilà qu'une jeune universitaire de 32 ans vient prétendre le contraire! Imaginez un peu le scandale.

Il a fallu très peu de temps au président de la Fédération nationale des communications (CSN), M. Maurice Amram, pour rabrouer l'impertinente. Dans une lettre ouverte à La Presse, le président de la FNC (qui regroupe la majorité des syndicats de journalistes du Québec), lui a rappelé que « les clauses professionnelles et le droit du public à l'information constituaient des enjeux de taille » de plusieurs conflits de travail dans des quotidiens. M. Amram parlait de la thèse de doctorat (en supposant, bien sûr, qu'elle ait été bien résumée) en termes peu flatteurs: manque de rigueur, volonté de biaiser la réalité « pour être dans le ton patronal à la mode aujourd'hui », etc.

Puis les choses en sont restées là. J'avais rangé la thèse de

Mme Déom dans un tiroir de mon bureau car l'actualité me fournissait chaque semaine d'autres sujets de chroniques. Je viens de relire l'ouvrage. Il ne se résume pas en quelques lignes, ni en une seule chronique de journal. Il n'est pas biaisé, mais il ne se laisse pas « digérer » facilement: une thèse de doctorat n'est pas un discours politique. Si les conclusions de Mme Déom ne constituent pas une charge contre les syndicats de journalistes, elles en démythifient le rôle à travers l'histoire.

Les syndicats de journalistes, fondés à la fin de la guerre dans les quotidiens, ont permis à des dizaines d'hommes et de femmes d'accéder tout simplement à la dignité. Jusque là mal payés, congédiés pour un oui ou pour un non, humiliés par des pouvoirs publics qui les méprisaient, les journalistes étaient considérés comme des ratés. Avec le syndicalisme, le salaire des journalistes a augmenté de 150 p. cent de 1944 à 1955. Un leader syndical de l'époque, M. Roger Mathieu, résume ainsi la « philosophie » syndicale du temps: « On va commencer par leur (les journalistes) donner de quoi vivre convenablement, et puis après on leur demandera de se faire respecter. »

Et ils se sont faits respecter. On peut même dire la sécurité d'emploi a constitué la première et la plus importante victoire professionnelle des journalistes. Un journaliste qui ne craint plus d'être congédié si son article a déplu à un politicien ou à un évêque, est déjà un peu plus libre...

Mais les affamés de l'époque ont pris un peu de poids. De convention collective en convention collective, le sort des journalistes s'est tellement amélioré que d'aucuns pensent qu'ils ont collectivement perdu le feu sacré. L'évolution et la complexité grandissante des conventions collectives des journalistes font qu'ils sont de plus en plus contrôlés: de plus en plus de sujets sont couverts par leurs conventions collectives, constate Esther Déom. « Ils ressemblent de plus en plus à des technocrates, des fonctionnaires de l'information, plutôt qu'à des professionnels. »

De même, le but des journaux a changé, soutient Mme Déom: « On ne vend plus des informations à des lecteurs mais plutôt des lecteurs aux annonceurs. L'information est devenue un moyen pour le quotidien de garder ses lecteurs pur leur vendre de la publicité. L'information a perdu la priorité dans les objectifs d'un quotidien et, avec elle, la salle de rédaction et les journalistes aussi. Les journalistes ont perdu du pouvoir: leur liberté d'expression est moins contestée, peut-être parce qu'elle est moins importante et plus facilement contrôlable par les exigences techniques du métier d'aujourd'hui. »

Le semaine prochaine, à partir de la thèse de Mme Déom, je reviendrai sur les différentes étapes qui ont marqué l'histoire des journaux et des syndicats de journalistes depuis 40 ans.

DOLLARD PERREAULT

Depuis 38 ans, il était journaliste à La Presse. Agé de 65 ans, il a pris sa retraite cette semaine. Ses collègues de la salle de rédaction n'ont pas voulu le laisser partir sans lui dire leur amitié.

Depuis 15 ans, il tenait la rubrique « Quoi faire aujourd'hui », qui laisse la place aux milliers d'événements qui tissent la vie d'une ville. Il avait été auparavant préposé au pupitre. De 1954 à 1962, il avait occupé le poste de chroniqueur du monde du travail.

Dollard Perreault aura toujours accompli son métier avec honnêteté et rigueur.

LA LANGUE BIEN PENDUE

PAR LA SOCIÉTÉ DES TRADUCTEURS DU QUÉBEC

La Presse du dimanche offre avec plaisir à ses lecteurs, La langue bien pendue, chronique conçue et réalisée par la Société des traducteurs du Québec, afin d'aider les citoyens en toute simplicité à s'exprimer et à écrire plus facilement. La source de la chronique est identifiée chaque semaine en fin de texte.

Les mots passe-partout

Ces mots un peu ternes n'apportent au texte ni relief, ni couleur. Pourtant, on a tendance à en abuser. Voici des tournures qui pourront remplacer certaines expressions courantes; le texte y gagnera en précision et variété.

Affecter
On utilise souvent affecter au sens d'exercer une influence. Voici quelques solutions de rechange:

■ ces défauts peuvent nuire à la sécurité du véhicule
■ les riverains de l'aéroport sont incommodés par le bruit
■ les ordinateurs domestiques vont bouleverser notre vie

■ l'alcool réduit notre aptitude à conduire un véhicule
■ l'alcool affaiblit nos facultés au volant

■ le calcium attaque la carrosserie des voitures
■ l'image de cette entreprise a été ternie par le récent scandale

■ les propriétaires sont visés par la nouvelle loi
■ après un an, l'efficacité de ce médicament est réduite

■ la formulation des questions a influé sur les résultats du sondage
D'après: Pour bien se comprendre. Chroniques publiées dans Hydro-Pressé 1983-1984.



Centre de croissance
**ÉCOUTE
TON CORPS**

LA RÉINCARNATION EXISTE-T-ELLE?

Voilà une question très discutée dans le moment. Il y a de plus en plus de livres et de documents, avec preuves à l'appui, relatifs à des expériences vécues par plusieurs personnes lors de l'une de leurs dernières vies donnant des détails précis quant à la description du lieu et de ses habitants et vérifiés ultérieurement à la suite de fouilles archéologiques.

Plusieurs se demandent si la réincarnation existe et son bien-fondé. Personnellement, j'y crois vraiment depuis environ 7 ans, après avoir bien pesé le pour et le contre auparavant. Étant donné que nos croyances changent souvent au fil des années, l'important est d'être bien dans nos croyances et que celles-ci nous aident à être une meilleure personne. Cette croyance aide beaucoup à avoir de la compassion plutôt que de la pitié. En croyant que notre âme est éternelle et qu'elle revient dans un corps différent à chaque vie pour continuer son évolution, il est plus facile d'accepter un bébé qui naît infirme ou retardé mentalement. Ça fait partie de ce que cette personne a à vivre dans cette vie. Il est habituellement plus facile d'accepter quelqu'un qui naît avec tout: beau, intelligent, riche, en santé, etc., sans jalousie ou envie.

La réincarnation va de pair avec la loi du karma: continuité d'une vie à l'autre ou tout simplement la grande loi naturelle de cause à effet. Ceux qui vivent en brisant les lois naturelles comme voler, tuer, haïr, etc., auront à la récolter tôt ou tard. Ils ne peuvent s'en échapper continuellement. Inversement, ceux qui vivent selon les lois d'amour, de paix et d'harmonie le récolteront pareillement.

N'est-ce pas plus facile de penser que tout ce qui existe est justice, amour et vérité. L'injustice provient de l'homme et non de Dieu. Quand l'être humain ne veut pas voir Dieu à l'intérieur de lui ou chez les autres et qu'il agit à l'encontre des grandes lois de l'amour, il aura à payer le prix. Il reviendra dans le chemin de l'amour quand il verra que le prix à payer est trop cher. Il est réconfortant aussi de savoir que plus nous apprenons à aimer dans cette vie et plus notre prochaine vie sera agréable. Alors, n'allons pas à l'autre extrême en voulant tout savoir de nos vies antérieures car le plus important est de bel et bien vivre le moment présent de notre mieux; car nous récolterons demain ce que nous aurons semé aujourd'hui.

(Cette chronique n'est pas nécessairement le sujet du cours de la semaine)

Le Centre Écoute ton Corps offre une soirée-info gratuite le jeudi 3 décembre à 19h30. Une nouvelle série de 10 semaines débutera le mercredi 25 nov. à 19h30.

Prière d'appeler pour réserver. Nombre de places limitées.

Montréal 382-7361 - Régions extérieures (sans frais) 1-800-361-3834



Par LISE BOURBEAU, psychologue et fondatrice des Centres ÉCOUTE TON CORPS.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES

705 HYPOTHÈQUES

AAA 1ère, 2e, balance vente, rachat, notaire Loberge 779-2334.

ARGENT à prêter, 2e hypothèque, achat balance de vente, tout à discuter. Guy Ouyette notaire, 875-7277, jour.

1ère et 2e hypothèques, rapide, FINANCIER L.T.B.E., 845-2277.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

A DOUBLER votre capital actuel, corde, hôtel, Cabaret, Rep. Dominicaine, revenu exceptionnel, bord mer. 845-6890 446-7642.

ABRÉVIÉ FISCAL IMMORTEL

- récupération fiscale: \$4448 - 1ère année.
- aucun capital requis
- rendement annuel 65%
- séance d'information 25 nov 87 de 19h à 21h
POUR RÉSERVATION: 844-8485

ATELIER de couture complet, salle de cours, bureaux, salle d'exposition. M. Lestor 849-9354.

DISTRIBUTEUR ayant un camion de 20' neuf, cherche distribution de compagnie nouvelle ou déjà établie avec contrat. Solt: 251-0653 après 7h.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

DROITS DE MARKETING
Sensational système de télémarketing payant privé. Pay. Phéne, nouveau du Canada. Nous recherchons des distributeurs exclusifs.

Appelée M. Wallace Vancouver 604-253-5778

POURCHASSEUR aux offres de maisons cherches de la région de la grosse caquette à des prix réduits, appelés entre 9h et 18h, 383-0447

GROSSISTE EN VOYAGES

Investisseurs sérieux recherchés dans un nouveau concept de grossiste en voyages. Possibilité de rendement très élevé. 399-1324.

INVESTISSEUR sérieux à revenu, secteur Rosemont, capital \$2000 et plus, intérêt 20%, 314-4114, 497-6236, 214-6378.

INVESTISSEUR sérieux, rendement de 200% par an, 931-9222.

INVESTISSEUR sérieux recherché pour le domaine du spectacle, de très gros profits à réaliser, investissement à court terme. Pour toutes autres informations, M. Altin au 294-5424

PARTEZ votre petite imprimante chez-vous dans votre salon ou garage. Équipement \$12,000, 622-5322 après 18h.

714 FRANCHISES

BOULANGERIE de décoration et design, capital \$10,000, 979-9200 ou 558-8227.

715 SERVICES FINANCIERS

PRÊTS pour commerce, industrie, affaires, acquisitions, etc. DEMCOL MTO - 342-1334

717 SERVICES SPÉCIALISÉS

PAX - TÉLÉX Récepteur du prix du meilleur commerçant. TÉLÉPUBLIC INC. 841-2841

718 ARGENT DEMANDE

AVONS demandés 1re, 2e hyp. pour intéressés, notaire 225-2461

BESONNANT 1ère 2e hyp. sur propriétés notaire 729-4334.

801 AVIS LEGAUX

PRENEZ avis que M. Joseph Vena, domicilié au 1908 René-Gauthier, #281, Varennes, Qué. s'adresse au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Vena.

DEPUIS QU'YVONNE ET GÉRARD UTILISENT LES ANNONCES CLASSÉES DE LA PRESSE ILS VENDENT RAPIDEMENT!

POUR VENDRE VITE, VITE, VITE IL NOUS FAUT LA PRESSE, HEIN GÉRARD!

285-7111 LES ANNONCES CLASSÉES

La Presse

Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des PROPOSITIONS D'AFFAIRES de LA PRESSE pour obtenir les MEILLEURS RÉSULTATS.

285-7111

INTERURBAN SANS FRAIS 1-800-361-5013

ANNONCES ENCADRÉS 285-7000

Les médecines douces gagnent en popularité

ROCH CÔTÉ

Les pratiques médicales alternatives attirent un public grandissant, comme on peut le constater ce week-end à l'hôtel Bonaventure-Hilton, où se tient un salon de ce qu'on appelle maintenant les médecines douces.

Il s'agit du plus grand salon du genre à se tenir au Québec: près d'une centaine d'exposants offrent informations et produits à un public qui n'est plus exclusivement composé d'adeptes de la contre-culture.

Marie-Josée Martino, de l'Agora, l'entreprise de recherches et de communications qui organise ce salon, constate que les médecines douces intéressent maintenant des gens qui viennent de tous les milieux. «Les gens, constate-t-elle, sont plus conscients de la critique qui est faite à la médecine traditionnelle. Ils sont plus ouverts aux thérapies alternatives et il se crée une demande.»

Les visiteurs étaient d'ailleurs assez nombreux hier après-midi dans les allées du salon, dont l'entrée est gratuite. On s'attend à ce qu'un public de 4 à 5 000 personnes ait visité le Salon de l'auto-santé et des thérapies alternatives pendant les trois jours de sa durée, ce qui est considéré comme un succès pour ce genre d'événement. C'est la troisième année que l'Agora organise ce salon, qui s'est d'abord tenu à Orford et à Québec.

On y trouve les représentants de toutes les pratiques, techniques et produits qui constituent aujourd'hui des alternatives ou des compléments à la médecine

traditionnelle ou officielle. Ce sont l'homéopathie, l'acupuncture, la massothérapie, la naturopathie, la réflexologie, la thalassothérapie, la diététique, la phytothérapie, les techniques de relaxation, etc.

Le visiteur ne peut manquer d'être frappé par l'extrême diversité de ce salon. Des médecins convertis aux pratiques alternatives y côtoient des vendeurs de trucs plus ou moins «ésotériques», comme des cadres aux paysages changeants qui sont sensés procurer une relaxation. Soulignons que la Corporation des médecins du Québec boude ce genre de manifestation, tandis qu'on y retrouve l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec. Les techniques de médecine alternative ne s'enseignent dans aucune faculté de médecine au Québec.

Selon le docteur Jean Boillard, ce rejet favorise une sorte de mythification des pratiques alternatives: par compensation, leurs adeptes sont portés à leur accorder des vertus miraculeuses, ce qui contribue à entretenir la méfiance des facultés. Un beau cercle vicieux, en somme.

De son côté, le docteur Alain Horvilleur, de l'hôpital Saint-Luc, à Lyon, en France, souligne que cinq ou six facultés enseignent les pratiques alternatives en France et que l'homéopathie y est pratiquée par 10 000 médecins. De plus, la presque totalité des pharmacies françaises ont un département d'homéopathie.

Crombie au bal des gouverneurs

Le ministre d'État au multiculturalisme, M. David Crombie, était l'invité d'honneur hier soir, au bal des gouverneurs de la Fondation communautaire canadienne italienne du Québec. L'objectif de ce grand bal consistait à amasser des fonds pour les organismes qui fournissent des services à la communauté italienne. C'est en quelque sorte, de dire le président de la fondation, M. Vincent Cacciariore, le «Centraide» de la communauté italienne et le but premier de notre bal est de jeter les bases pour construire une maison d'accueil pour personnes âgées. Près de 1 000 personnes ont participé au bal des gouverneurs.

Les ordres avant la conscience

Presse canadienne
TORONTO

La société pourrait se transformer en une véritable «jungle» si on permet aux policiers de désobéir aux ordres sur la base de leur conscience ou de leurs croyances religieuses, se sont fait expliquer en fin de semaine un commissaire enquêteur qui a eu à analyser les agissements d'un policier torontois.

Le cas à l'étude est celui de l'agent David Packer accusé d'avoir désobéi à un ordre, sans excuse légale, lorsqu'il a refusé d'exercer une surveillance autour de la clinique d'arrêt de grossesse sous la responsabilité du Dr Henry Morgentaler.

Le policier a admis qu'il avait refusé d'exercer ce travail de surveillance autour d'un édifice, où il savait que des avortements étaient pratiqués, parce que de telles interventions chirurgicales contreviennent à ses convictions morales et religieuses.

Selon lui, sa décision avait été prise selon les préceptes qu'on lui a enseignés en tant que catholique.

Un supérieur du policier Packer a cependant décrit l'agent, durant l'enquête de discipline, comme un être malicieux cherchant la confrontation et un individu «complètement obsédé» par la question de l'avortement.

Policier blâmé

La Commission de police du Québec a blâmé hier un policier de Rosemère pour avoir procédé à une arrestation injustifiée, en octobre 1985.

Dans une décision rendue hier, la Commission affirme que l'agent Réal Migneault avait intercepté et fouillé sans raison valable la voiture de M. Albert Mentore, alors que celui-ci s'apprêtait à quitter, en compagnie d'un voisin, le stationnement d'un centre commercial de Rosemère.

La Commission recommande que le policier subisse une sanction pour cette intervention. Mais compte tenu de ses états de service, on estime qu'un avertissement serait suffisant.

TOUS LES MATINS 9h15 À LA TÉLÉ

REGARDEZ SHIRLEY ET CONSTATEZ LES BIENFAITS DE RAISINASE: ELLE A RETROUVÉ LA TAILLE DE SES 20 ANS

Réseau Pathonic, à Montréal via télé 7, câble 20

PUBLICITÉ

Chaque jour en écoutant "Coup de coeur" vous réaliserez jusqu'à quel point RAISINASE a été efficace pour la perte de poids de Shirley.

ENFIN une méthode d'amaigrissement 100% naturelle, sans chimique. — Shirley

BIENTÔT EN VENTE EN PHARMACIE

Tous les invités n'en reviennent pas, Shirley est plus belle et plus mince que jamais.

SHIRLEY

est catégorique et fière de le dire:

“Grâce à RAISINASE, je pèse maintenant 115 livres, je maintiens ce poids idéal, je contrôle mon appétit et ma cellulite a complètement disparu”.

DE NOMBREUX ARTISTES ET AMIS DE SHIRLEY ONT EUX AUSSI ESSAYÉ RAISINASE ET ILS ONT PERDU LE NOMBRE DE LIVRES QUE LEUR AVAIT RECOMMANDÉ LEUR MÉDECIN.

VOICI D'AUTRES PREUVES



La super star du folklore québécois, Denis Côté a lui aussi eu recours à Raisinase, et ça marche.



Madame Adrienne remercie Shirley à "Coup de coeur", elle a perdu 30 livres.



François Remy producteur de "Coup de coeur" est euphorique quand il constate le succès atteint avec Raisinase.

MERCI RAISINASE

Raisinase est une cure d'amaigrissement exceptionnelle depuis maintenant 6 mois, au Québec, 50 000 personnes ont maigri en santé et en beauté.

Il est temps pour vous aussi d'en faire l'essai. — Shirley

Recevez une cure 13 jours de RAISINASE poste manutention et taxe incluse à 36,65 \$

Prix économique recevez une cure de 26 jours de RAISINASE poste manutention et taxe incluse à 65,00 \$

REMPLISSEZ CE COUPON OU FAC-SIMILE ET RETOURNEZ-LE À:

RAISINASE

2322, rue Sherbrooke est suite 2A, Montréal, Qc H2K 1E5
Téléphone (514) 521-6369

NOM.....

ADRESSE.....

VILLE.....

PROVINCE.....

CODE POSTAL.....

TÉL.....

Achat en personne du lun. au ven. de 9 h à 17 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h à 17 h

Je désire la cure 13 jours ☐
Je désire la cure 26 jours ☐
chèque ☐ mandat-poste ☐

COMMANDES TÉLÉPHONIQUES

(FRAIS VIRES ACCEPTÉS)

0-514-521-6369

TÊTES D'AFFICHE

Guy Pinard



■ L'historien de l'art sacré **François Boespflug**, sera l'invité de **Marcel Brisebois** et parlera d'icônes cet après-midi à 13h, à la télévision de Radio-Canada.

■ **Nicole Boudreau**, présidente de la SSJB de Montréal, et **Jacques Fortin**, pdg des Éditions Québec/Amérique, présideront au lancement de **Ludger Duvernay et la révolution culturelle au Bas-Canada** demain à 18h.

■ L'ensemble folklorique **Les gens de mon pays** tiendront des auditions demain soir afin de compléter ses rangs de danseur. Pour renseignements: 273-6095.

■ Le Conseil des artistes peintres du Québec procédera au vernissage des œuvres de **Diane Collet-Larichelière**, **Nicole Lavoie**

Richards et Camille Leduc demain à 19h30, à la galerie Eclair, 4060, boulevard Saint-Laurent.

■ **M. Roger D. Landry**, président et éditeur de La Presse, était conférencier vendredi au congrès de vente des assureurs-vie de la province de Québec. M. Landry, qui avait intitulé sa causerie « Les chemins vers le sommet », a surtout insisté sur l'excellence. De larges extraits de sa causerie seront publiés dans le cahier B de notre édition de demain.



Roger D. Landry

■ **Diane Paquet** présentera un récital de flûte de fin de maîtrise lundi à 20h, à la faculté de musi-

que de l'Université de Montréal. **Marjorie Tanaka** l'accompagnera au piano. Pour renseignements: 343-6479.

■ Le pianiste **Henri Brassard** sera l'invité de l'Orchestre métropolitain, dirigé par **Agnes Grossman**, lors d'un concert présenté demain à 20h, à la salle Maisonneuve de la Place des Arts.

■ Le centre d'entraide et de services communautaires du Marigot est à la recherche de bénévoles pour les quartiers Pont-Viau et Laval-des-Rapides. Pour informations: **Gervaise Brabant**, au 668-5375.

■ **Bernard Lamarre**, président de Lavalin, sera le conférencier lors du petit déjeuner de l'Association canadienne des entreprises familiales mardi à 7h30, à l'hôtel Le Quatre-Saisons.

■ **Raymond Berton**, ex-président de Pro Serv; **Gérard Dab**, président de Publicité Publi-Cité Inc.; **Ann Oakes**, présidente de Marketing Consortium Inc.; et **Paul Pedneault**, président de Sponsorium International Inc. seront les conférenciers lors du sommet Sponsorium qui aura lieu mardi à partir de 8h, à l'hôtel du Parc. Pour informations: 871.1818.

■ La version 1987 de la production de **Casse-Noisette** aura subi une cure de rajeunissement, grâce à une commandite importante. Les nouveaux décors de **Peter Horne** et les nouveaux costumes de **François Barbeau** seront dévoilés mardi à 10h30. **Fernand Nault** a signé la chorégraphie.

■ **Jacques Léonard**, doyen de la Faculté de l'éducation permanente, et **Michel Robin**, directeur général des systèmes d'information Bell Canada, dévoileront les grandes lignes d'un programme de collaboration « université/entreprises » mardi à 11h30, au complexe Guy-Favreau.

■ **Monique Jérôme-Forget**, présidente de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, sera la conférencière lors du déjeuner-causerie de la Chambre

de commerce de Montréal mardi à midi, à l'hôtel Le Méridien. Pour informations: 288-9090.

■ Le groupe d'entraide **Virage**, de l'hôpital Notre-Dame, est à la recherche de bénévoles avec voiture pour accompagner les patients à leurs traitements. Pour renseignements: 876-5828.

■ La Corporation du musée d'art de Joliette élit récemment son conseil d'administration. Il sera formé de **Raymond Lapierre**, président; **Serge Joyal**, 1^{er} vice-président; **Ulric Laurin**, 2^e vice-président et secrétaire; **Anand Swaminathan**, 3^e vice-président; **Jean-Claude Bienvenu**, trésorier; **Agathe Bettinger**, **Claude Boyer**, **Andrée Brien**, **Mariette Coderre**, **Michel**

Dionne, **Jacques Dugas**, **Louis Grypinich**, **François Lanoue**, **Marcelle Laporte**, **Robert Picard**, **Jacqueline Poirier**, **Jacques Toupin** et **Pierre Vincent**, directeurs.

■ Les élèves de cinquième secondaire inscrits au cours d'éducation économique 514 et âgés de 18 ans et moins, ont jusqu'au 30 novembre pour s'inscrire au Prix d'excellence Cascades 88, offert par la société Cascades. Pour renseignements: **Anne Thibault** (418) 643-3690.

■ **André Chagnon**, président de Vidéotron, est le lauréat du prix 1987 de l'Association canadienne de cinéma-télévision. Cet

honneur est remis annuellement par l'industrie à un membre qui s'est plus particulièrement mis en évidence.

■ **Serge Laprade** procédait récemment au lancement de ses **Moments tendres, tome 3**, pendant son émission diffusée en direct du centre Laval.

■ **Jean-Luc Trahan**, président de Trahan, McLaughlan, Mohr, Massey Communications Inc., est fier d'accueillir une autre entreprise de prestige parmi ses clients, soit la maison de courta-

ge Brault, Guy, O'Brien.

A MARDI

PERSONNALITÉ - MYSTÈRE

Créativité de la Corporation et du Salon des métiers d'art du Québec

■ Même si on pouvait entretenir certaines appréhensions en proposant **Gérard Delage** comme personnalité-mystère, ce dernier a provoqué abondamment courrier de plus de 500 lettres, et parmi les bonnes réponses, notre confrère journaliste **Pierre Gravel** a donc tiré au sort les noms de 10 finalistes: **Françoise Lecavallier**, de Sainte-Anne-des-Plaines; **Vicky Moreau**, de Beauharnois; **Antoinette Côté**, de Verdun; **Paula Buhlemann**, de Boucherville; **Andrée Beaudin**, de Lachine; **Jacqueline Lauzon**, de LaSalle; **Jean Lemieux**, **Jeannine LaFrance**, **Yolande Dufour**, et **Mariette Angers**, de Montréal. Ces personnes deviennent admissibles au tirage du 27 novembre, à 11h. Le gagnant recevra alors un bon d'achats de \$200, gracieuseté de la Corporation et du Salon des métiers d'art du Québec, ainsi que de La Presse.

Un participant peut tenter sa chance aussi souvent qu'il le veut et une enveloppe peut contenir plus d'un bulletin.

La personnalité-mystère de cette semaine est difficile; il importe donc de prêter attention à l'indice: elles sont deux sœurs, et celle qui nous intéresse plus particulièrement aujourd'hui a remplacé son époux à pied levé à la télévision dans une tâche où elle s'efforce de rendre la terre plus humaine. Si vous reconnaissez cette personne, vous pouvez le faire savoir en écrivant le plus rapidement possible à TÊTES D'AFFICHE, La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, Québec H2Y 1K9. Prière de joindre la date de parution à la réponse.



1 500 médecins en journée d'étude

Presse Canadienne

■ Quelque 1 500 médecins omnipraticiens de différentes régions du Québec participeront mercredi à une journée d'étude qui se tiendra simultanément à Montréal et dans la Vieille Capitale.

Plusieurs centaines d'autres désertent leur cabinet respectif pour la journée, en guise de réponse au mot d'ordre lancé par la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

La fédération, dont l'entente avec le gouvernement du Québec par l'intermédiaire du ministère de la Santé et des Affaires sociales est échue depuis le 12 décembre 1986, négocie au nom de 6 500 à 7 000 omnipraticiens.

Il n'y a pas rupture des négociations. Toutefois, aucune rencontre n'est prévue dans les prochains jours.

Don des Desmarais

Presse Canadienne

SUDBURY

■ Les frères et les sœurs de Paul Desmarais, ainsi que lui-même et les actionnaires de Power Corporation, ont versé une contribution totale de \$2 millions de dollars à l'université Laurentienne, qui a été fondée par le père de l'homme d'affaires québécois, M. Jean-Noël Desmarais.

M. Paul Desmarais a annoncé que Power Corporation compte octroyer \$1 million à l'université, qui cherche à recueillir \$5 millions afin de construire une nouvelle bibliothèque et un centre pour étudiants.

M. Desmarais, qui est le président d'honneur de la campagne de financement, a également annoncé que ses sept frères et sœurs, ainsi que lui-même, feraient un don conjoint équivalent.

M. Jean-Noël Desmarais est décédé en décembre 1983.

Montréalités

Les parcs régionaux devraient être accessibles d'ici 3 ans



YVON LAMARRE

■ **P**riorité politique oblige, l'administration Doré-Fainstat estime le temps venu pour la Communauté urbaine de Montréal (CUM) de compléter rapidement l'aménagement de ses sept grands parcs régionaux.

Dans un mémoire présenté la semaine dernière devant la Commission de l'aménagement de la CUM, le président du Comité exécutif de la Ville de Montréal, M. Michael Fainstat, a souligné que ces parcs sont là pour les citoyens et qu'ils doivent être accessibles à tous au plus tard dans trois ans.

« Certes, a affirmé M. Fainstat, cet accès devra être modulé selon la vocation propre à chacun de sept parcs régionaux et selon l'état des connaissances que nous avons de la nature de chacun. Mais pour Montréal, a-t-il averti, cela ne fait pas l'ombre d'un doute que d'ici trois ans, tous nos parcs doivent être accessibles. »

Le fait est que présentement, des sept parcs régionaux de la CUM, seuls les travaux d'aménagement de celui de l'île de la Visitation sont complétés et d'autres travaux sont en cours dans quatre autres.

Les sept grands parcs régionaux de la CUM sont: Cap-Saint-Jacques; Anse-à-l'Orme; Bois-de-Liesse; Bois de Saraguay; Île-de-la-Visitation; Bois-de-la-Réparation et Rivière-des-Prairies.

Bien sûr, pour rendre tous ces parcs accessibles au public, il en coûtera plusieurs millions de dollars, mais, estime M. Fainstat, les ressources financières nécessaires devront y être consacrées et Montréal est prête à faire sa part et les autres villes de la Communauté doivent faire de même.

Mais avant tout, le gouvernement du Québec doit également contribuer de ses deniers tant pour l'acquisition que pour l'aménagement de ces parcs.

Cela, estime M. Fainstat, dans l'esprit du parc national de l'Archipel que le gouvernement péquiste avait mis de l'avant mais que les libéraux ont par la suite mis de côté.

M. Fainstat rappelle d'ailleurs que c'est dans cet esprit que Montréal veut à tout prix protéger pour de bon les berges, les îles, les ruisseaux et les boisés situés dans ses limites. « Nous invitons les autres villes de la CUM à faire de même, et ensemble, a-t-il dit, nous trouverons les moyens de le faire. »

Pour l'essentiel, Montréal est d'accord avec les principales recommandations de la Commission d'aménagement de la CUM, mais elle insiste particulièrement pour que la CUM adopte des mesures de protections des certains sites fragiles. C'est notamment le cas dans le parc du Bois-de-Saraguay et Montréal propose que son Jardin botanique prenne en charge le milieu fragile de ce bois.

Montréal recommande aussi que soit aménagée une base de plein-air au parc de Rivière-des-Prairies, un peu comme cela a été fait dans une partie du parc de Cap-Saint-Jacques, dans l'ouest de l'île.

De plus, l'administration montréalaise souhaite vivement la création d'une société de gestion des parcs régionaux avec tables de concertation locales.

EN RAPPEL

■ C'est demain que le président de l'exécutif rendra public le budget de l'An II de l'administration du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM).

L'an dernier, M. Fainstat avait pour l'essentiel présenté le budget qu'avait concocté son prédécesseur Yvon Lamarre. Bien sûr, des modifications avaient été apportées pour respecter certains engagements électoraux de l'équipe du RCM, mais reste que pour l'essentiel, ce n'était pas vraiment son budget.

En 1988, le budget devrait être en hausse d'au plus 4,75 p. cent sur celui de cette année. On prévoit déjà une baisse importante du taux de l'impôt foncier qui, dit-on, pourrait baisser aux alentours de \$2,40 du \$100 d'évaluation.



PHOTO PIERRE CÔTÉ, LA PRESSE

L'arbre de Noël prend sa place

Comme à l'accoutumée, les cols bleus de Montréal ont procédé, ces jours derniers, à l'installation de l'arbre de Noël, place Vauquelin, tout juste à côté de l'hôtel de ville.

80

RENDEZ
VOUS 921992, 350^e ANNIVERSAIRE DE LA
FONDATION DE MONTRÉAL

La qualité de l'architecture de certains bâtiments du port de Montréal a toujours étonné, même des grands comme Le Corbusier.

Les édifices du port de Montréal



Dessin d'un projet pour la tour de l'Horloge, en 1919. PHOTO: THEQUE LA PRESSE



GUY PINARD

Un port, c'est essentiellement des quais et des jetées qu'abordent les navires pour y prendre des marchandises ou y décharger leur cargaison, et des hangars pour les remiser. Tout le reste, entrepôts frigorifiques, élévateurs à grains, grues portiques, voie ferrée, porte-conteneurs, ne sert essentiellement qu'à améliorer et à accélérer la manutention des biens de consommation. Il en découle donc forcément que les constructeurs des édifices érigés à l'intérieur des limites d'un port privilégient l'utilité plutôt que la qualité du design architectural.

Le port de Montréal ne déroge pas à cet énoncé descriptif, sauf qu'on y trouve malgré tout quelques édifices assez remarquables, soit pour leur architecture, soit pour leur gigantisme. Ce sont ces édifices qui meublent cette page aujourd'hui.

L'édifice des Commissaires du havre de Montréal, au 357, rue de la Commune, mérite tout d'abord notre attention puisque c'est le plus vieux des édifices qui ont résisté à l'usure des temps et au pic du démolisseur. Aujourd'hui propriété de la société China Resources Products Limited, il abrita l'administration principale du port de Montréal de 1878, année de sa construction, à 1969, année du déménagement dans l'édifice de l'administration d'Expo 67 dessiné par Irving Grossman, et construit à la cité du Havre.

Le vrai visage de John Young

Avant 1878, l'administration portuaire occupait des locaux dans un édifice qui existe toujours à l'angle nord-ouest de la place Royale et de la rue de la Capitale.

Les premières manifestations des commissaires pour la construction d'un nouveau siège social apparaissent au procès verbal de leurs réunions des 1873, tout comme apparaît la vive opposition du président John Young à ce projet.

Et qui est ce John Young ? D'aucuns le considèrent comme le « père du port de Montréal ». Mais l'image en prend un coup pour quiconque a la patience, comme Ernest Labelle, archiviste au port de Montréal, de feuilleter des procès verbaux qui montrent le vrai visage de ce fils du tonnelier William Young et de Janet Gibson, né le 11 mars 1811, à Ayr, en Écosse.

En effet, ces procès verbaux scrupuleusement conservés à partir du tout premier rédigé en 1830, révèlent que Young ne se souciait guère des risques de conflits d'intérêts et qu'il avait la mauvaise habitude de confondre les intérêts du port avec les siens. S'il lutta si vaillamment dans certains dossiers, comme le projet d'un nouveau pont en aval du pont Victoria ou l'agrandissement du port vers l'Est, c'était parce qu'il y détenait des terrains, et il ne se cachait même pas, pas plus qu'il ne se sentait mal à l'aise de vendre à la commission les terrains où elle construisait son siège social, ou de louer des locaux à l'Institut des marins de Montréal. Et les allusions blessantes de cet homme mesquin lui valurent bien des ennemis

et nuisaient considérablement à son œuvre.

Cela dit, Young a quand même grandement influencé la vie montréalaise. Il est à l'origine des progrès du chemin de fer et du dragage du port et du fleuve en amont du lac Saint-Pierre. Il appuya dans leurs causes aussi bien Louis-Hippolyte LaFontaine que le curé Antoine Labelle. Il préconisa, avant bien d'autres, la construction du pont Victoria et le percement d'un tunnel sous le mont Royal. Il était un fervent défenseur du libre-échange tout en s'opposant farouchement à l'annexion aux États-Unis (il défendra curieusement le contraire vers la fin de sa vie).

Young fut nommé à la Commission du havre de Montréal en 1850 et en devint président en 1853. Démis de ses fonctions en 1866 à cause des controverses qu'il soulevait, il les reprit de 1870 à 1872, puis de 1873 à sa mort, survenue à Montréal le 12 avril 1878, alors qu'il fut terrassé par une crise cardiaque. John Young a sans contredit contribué à l'essor du port de Montréal, sauf que c'est sous l'égide de Sir John Kennedy, ingénieur en chef de 1875 à 1906, que le port de Montréal connut son véritable essor. La statue, c'est lui qui l'aurait méritée.

L'édifice des Commissaires

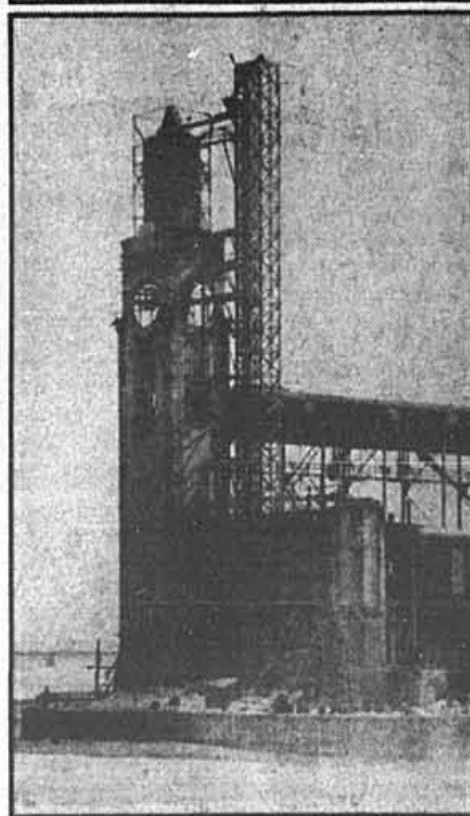
Décidée malgré l'opposition de Young, la construction de l'édifice des Commissaires fut l'objet d'une grande controverse. Les premiers plans furent soumis par l'architecte H. Maurice Perrault, puis acceptés par les commissaires. Mais pour une raison qu'on ignore, on décida par la suite de procéder autrement, après avoir payé Perrault pour ses travaux, lui qui menaçait de porter l'affaire devant les tribunaux.

Deux groupes soumièrent alors des plans : Alexander C. Hutchison d'un côté, et le bureau d'architectes Hopkins & Willy d'autre part. Ne pouvant trancher, les commissaires demandèrent aux deux groupes de soumettre un projet commun ; c'est ainsi que fut formée l'équipe de convenance Hopkins, Willy & Hutchison, et c'est ce qui explique que les uns attribuent les plans à J.W. Hopkins, et les autres à Alexander C. Hutchison !

L'édifice fut construit de 1874 à 1878 au coût de \$118 156,11. De style Second-Empire, il en porte des signes inévitables, comme la tour centrale coiffée d'un dôme à huit pans, les pilastres et les colonnes engagées, sans parler de la parfaite symétrie de l'ensemble de l'édifice. Plusieurs autres détails sont intéressants : les pierres vermoulues du rez-de-chaussée ; le jointolement arasé des deux premiers étages, et profondément marqué au dernier ; la variété du fenêtrage : rectangulaire au rez-de-chaussée, à fronton, triangulaire ou arqué, au premier étage, à entablement supporté par deux consoles au deuxième, et arqué avec clé de voûte proéminente au dernier étage ; l'entrée principale cintrée ; les corniches proéminentes démarquant chaque étage, et plus particulièrement celle entre les deuxième et troisième étages, remarquable pour ses consoles ciselées ; le parapet à balustrade au sommet ; la terrasse faîtière avec balustrade en fer forgé au sommet de la tour ; et les écussons d'inspiration maritime qu'on retrouve en alternance avec les emplacements jadis occupés par une horloge sur quatre pans de la tour, et reposant sur une corniche à modillons qu'on retrouve d'ailleurs tout juste en dessous. Même l'arrière en moellons avec fenêtres à encadrement en pierre de taille vaut la peine d'être vu, ne serait-ce que pour admirer la demi-tour érigée à la jonction des deux « ailes » de l'édifice.

La tour de l'Horloge

Érigée en 1921 et 1922 au coût de \$145 200 à l'extrémité est de la jetée Victoria, la « tour de l'Horloge » remplissait deux fonctions : celle de commémorer la mémoire des marins morts au combat pendant la Première Guerre mondiale (une plaque le rappelle à la base), et celle d'appui au convoyeur à grains de la jetée. D'ailleurs, les commissaires précisèrent que le monument



La tour de l'Horloge en construction.

devait cacher aux navires remontant le fleuve la laideur des installations de la jetée, ce qui explique la présence de l'aile latérale. Les installations de la jetée sont évidemment disparues depuis.

On ne connaît pas le nom de l'architecte, mais on peut souligner que la surveillance des travaux fut confiée à F.W. Cowie, ingénieur en chef du port de 1907 à 1921.

Construite en béton armé à la manière d'une coquille vide et recouverte de pierre artificielle, la tour carrée de 22 pieds de côté atteint une hauteur de 150 pieds (elle s'élève donc à 225 pieds au-dessus du niveau de la mer). Chaque angle proéminent est surmonté d'une tête d'aigle à la hauteur de l'horloge, puis d'un fleuron tout au haut. Le clocheton qui couronne la tour devait comprendre une cloche de quatre tonnes qui n'a vraisemblablement jamais été installée.

L'horloge à quatre faces et de 12 pieds de diamètre, au sommet de la tour, fut achetée de la firme Gillet & Johnston, de Croydon, près de Londres, au coût de \$9 030.

La tour était flanquée d'un muret qui jadis mesurait 42 pieds de hauteur (il a été rabaissé en cours de restauration) ; la petite tour à l'extrémité nord est cependant restée intacte. Deux canons offerts par l'Armada britannique complétaient l'aménagement.

Depuis 1982, la tour a été aménagée en mini-centre d'interprétation. Ses 192 marches conduisent à six paliers et trois observatoires. Au 7^e niveau, on peut observer le mouvement du balancier de l'horloge, et au huitième, l'horloge elle-même.

L'entrepôt frigorifique

L'entrepôt frigorifique (à ne pas confondre avec l'édifice en voie de recyclage et situé en bordure de la rue Notre-Dame) fut construit en 1921 et 1922 par l'ingénieur John S. Metcalf, assisté du major Percy Simms, ingénieur en réfrigération. De forme rectangulaire, l'édifice en béton armé mesure 440 pieds de longueur sur 110 de profondeur, et est doté d'une infrastructure en acier. Son volume est de 4 628 000 pieds cubes.

Le parement de cet édifice d'inspiration Beaux-Arts se compose de pierre artificielle blanche et de brique brune, rouge et beige dont on peu apprécier l'effet polychrome. De conception parfaitement symétrique, l'édifice propose en façade cinq jeux de trois arches en retrait, les unes avec fenêtres, les autres sans, chaque jeu étant séparé par une travée sans courbes, vis-à-vis de laquelle se trouve l'un des quatre réservoirs à eau qui couronnent l'édifice. On peut également remarquer l'arcade du rez-de-chaussée, les balcons à balustrade en pierre, les pilastres à chapiteau décoratif et les angles arrondis.

L'édifice comprend une cave avec 19 salles voûtées, un sous-sol, un rez-de-chaussée, et sept étages, chacun d'eux étant séparé par un corridor de 280 de longueur sur 20 de largeur. La température de conservation variait d'un étage à l'autre, de la congélation au remisage à la température ambiante. Un puits artésien de 100 pieds de profondeur alimentait l'édifice en eau à 42° F.

Désaffecté depuis 1979, l'édifice a été vidé de tous ses aménagements intérieurs. C'est un bâtiment très solide et merveilleusement bien conservé, donc aisément recyclable, jadis cet édifice était accompagné d'une usine de pro-

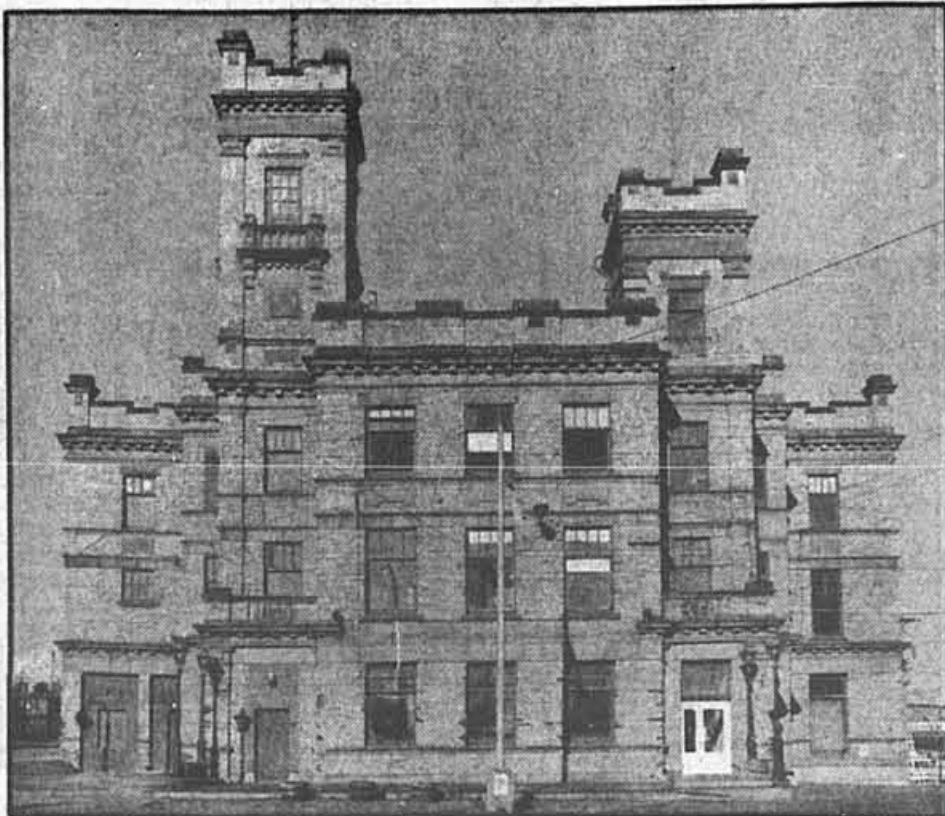
PHOTO JEAN COUPLI, LA PRESSE

Le premier édifice occupé par les commissaires du havre, place Royale.



PHOTO: THEQUE LA PRESSE

L'édifice des Commissaires du havre de Montréal vers 1925.



Le poste de police.

duction électrique de même style et qu'on a démolie depuis.

Le poste de police

Construit entre août 1923 et avril 1924 selon les plans de l'architecte Théodore Daoust, cet édifice abritait notamment le corps de police du port, le plus ancien corps de police au Canada puisqu'il a été créé en 1851.

C'est un bâtiment multidisciplinaire peu fonctionnel à cause de sa forme irrégulière ; il mesure 104 pieds dans sa partie la plus longue, et 54 dans sa partie la plus large. Il est couronné de deux tours, équivalant l'une à un étage, et l'autre à deux. La tour la plus haute se trouve à 80 pieds du sol. Si la face principale comporte plusieurs plans, l'arrière est uni.

Construit en béton armé, l'édifice est entièrement à l'épreuve du feu. Son parement est fait de pierre de grès grise et de brique vitrifiée de couleur chamais. Les boiseries des portes et des fenêtres, toutes rectangulaires, sont en pin de Colombie-Britannique teint.

Parmi ses traits caractéristiques, on peut souligner les corniches à modillons, les bandeaux de pierre, les panneaux décoratifs en grès, les balcons avec parapet en brique et en pierre, et le parapet à crénelure du toit plat et des tours.

À l'intérieur, remarquable pour ses marbres et son fer forgé, le service de la police n'occupait que le premier étage ; forgeron, ferblantier, surintendant des hangars et des chemins, etc., occupaient les autres niveaux. La tour la plus haute servait au séchage des boyaux utilisés pour l'alimentation en eau des navires. La vocation future de ce bâtiment n'est pas encore arrêtée.

Petite anecdote amusante : étonné du fait que l'entrepreneur, Collet et Frères, avait complété son contrat en-deça des délais impartis et sans dépasser le coût prévu de \$103 500, les commissaires demandèrent à l'ingénieur en chef Paul Leclair d'examiner attentivement la qualité des travaux. Ce dernier ne put que reconnaître leur qualité.

Les élévateurs à grains

Quelques mots des élévateurs à grains, considérés par Le Corbusier et Gropius comme étant parmi les plus

étonnantes réalisations de l'architecture moderne.

Jusqu'en 1978, le port comportait cinq élévateurs à grains, et trois existaient toujours. L'élévateur n° 1 fut construit en 1904 dans l'axe de la place Royale, agrandi en 1912 et 1915, puis démolie en 1983.

Construit en 1912 au pied du boulevard Saint-Laurent, l'élévateur n° 2 fut le premier démolie, en 1978. Lors de sa construction, cet édifice était la première structure du genre entièrement en béton.

L'élévateur n° 3 fut construit en 1924 par John S. Metcalf comme les deux premiers, et il fut agrandi en 1928. Situé un peu à l'ouest du boulevard Pie-IX, ce bâtiment a une capacité de 125 000 tonnes. Le bâtiment principal mesure 640 pieds sur 70 et 190 pieds de hauteur, tandis que l'annexe de la rue Notre-Dame mesure 315 pieds de longueur sur 141 de largeur. Ce bâtiment servira dorénavant de silo à ciment.

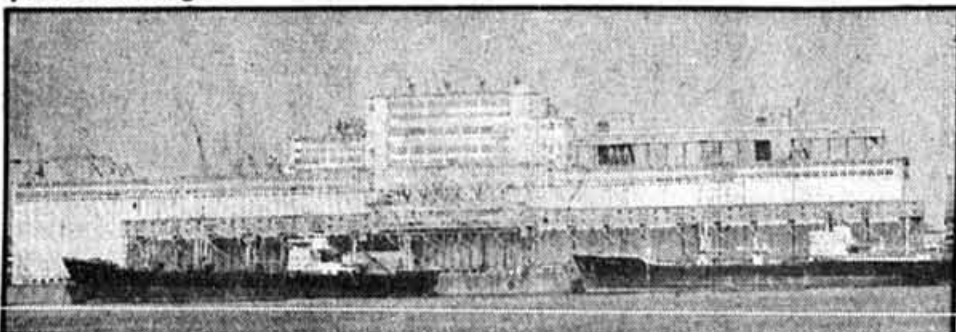
La première partie de l'élévateur n° 5 fut construite en 1905 par le Grand Tronc. On lui ajouta des rallonges en 1914, puis après la vente à la Commission du havre par le Grand Tronc en 1923, ensuite en 1959, puis en 1963. Cet élévateur subit présentement une cure de rénovation.

Ce n'est pas sans raison qu'on a conservé l'élévateur n° 4 pour la fin, car c'est le plus moderne, le plus imposant, et le plus vaste. Le bâtiment principal de 150 000 tonnes a été construit en 1963 au coût de \$17 millions et il mesure 1 200 pieds sur 70 et il culmine à 233 pieds de hauteur. Construit en 1982 au coût de \$19,7 millions, le deuxième édifice de 345 pieds sur 172 a une capacité de 112 000 tonnes. Mais la technologie avait beaucoup évolué. Alors que le bâtiment original de l'élévateur comporte 465 silos, l'annexe n'en comporte que 321.

SOURCES : Société du port de Montréal : *Travaux d'aménagement du havre de Montréal, 1830-1850* ; *Le port de Montréal, un siècle et demi de construction*, par Ernest Labelle ; *Construction des élévateurs à grain du port de Montréal, 1885-1970* ; extraits des rapports annuels des commissaires du port ; documents et tableaux divers — Communauté urbaine de Montréal : Service de la planification du territoire, Répertoire d'architecture traditionnelle : *Architecture industrielle et Les édifices publics* — Le Vieux-Port de Montréal : *La tour de l'horloge* — Ministère des affaires culturelles, Inventaire patrimonial du Vieux-Montréal : *Édifice des commissaires du port de Montréal* — CIDEM-Communications : *Le Vieux-Montréal à pied* — Presses de l'Université Laval : *Dictionnaire biographique du Canada* — Interview avec Ernest Labelle, archiviste du port de Montréal.



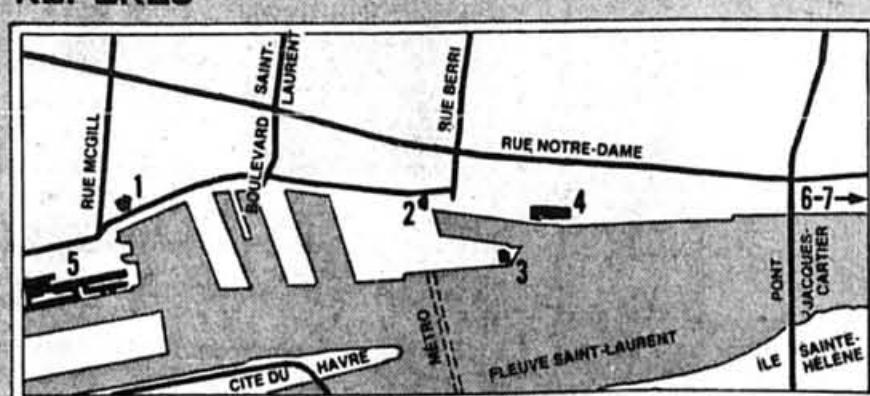
L'entrepôt frigorifique et l'usine d'électricité (à droite) démolie depuis. Le Prince des Rapides, à l'avant-plan, « sautait » les rapides de Lachine, au grand plaisir des usagers.



L'élévateur à grains No 4.

PHOTO: RENE PICARD, LA PRESSE

REPÈRES



- 1 — Nom : édifice des Commissaires du havre de Montréal. Adresse : 357, de la Commune.
- 2 — Nom : poste de police du port. Adresse : rue de la Commune, au pied de la rue Bonsecours.
- 3 — Nom : tour de l'horloge. Adresse : à l'extrémité est de la jetée Victoria.
- 4 — Nom : entrepôt frigorifique. Adresse : au pied de la rue Wolfe.
- 5 — Nom : élévateur à grains n° 5. Adresse : à l'extrémité est de la rue Mill.
- 6 — Nom : élévateur à grains n° 3. Adresse : 3800, rue Notre-Dame est.
- 7 — Nom : élévateur à grains n° 4. Adresse : au pied de la rue Vimont. Métro : station square-Victoria, rue McGill en direction sud. Les cinq premiers édifices sont dans un secteur restreint.

Des Français impliqués dans l'enlèvement de Mélodie?

HUGUETTE ROBERGE
Agence France Presse
MADRID

■ Au lendemain de la libération de Mélodie, la fille de la chanteuse sud-coréenne Kimera, enlevée pendant 11 jours sur la Costa del Sol, un hôte indésirable continuait à hanter, hier, la «Villa Mélodie», la résidence des parents, désertée par les journalistes et les curieux: la peur.

«Ma fille a peur qu'ils la reprennent. Elle a mal dormi. Elle guette tous les bruits», a indiqué le père de la fillette, l'homme d'affaires libanais, Raymond Nakachian.

Mélodie, 5 ans, s'est réveillée à quatre heures du matin croyant entendre une musique, alors que la pièce où elle dormait était plongée dans le silence, a ajouté Raymond Nakachian. Dans la matinée, toutefois, la fillette a recommencé à s'amuser avec les nombreux jouets que son père lui a achetés après le dénouement du rapt. «La moitié d'un magasin», assure un proche.

«Il faut qu'elle redevenne la même petite fille qu'auparavant». Ces paroles de Kimera, peu après la libération de l'enfant, semble traduire maintenant le principal souci des Nakachian.

Alors que la famille tente de cicatriser ses plaies, les enquêteurs continuent à dénouer les fils de l'affaire, qui remontent tous vers le «milieu» français.

Lancement réussi de TV-SAT1 par Ariane

Agence France Presse
KOUROU, Guyane française

■ La fusée européenne Ariane a réussi dans la nuit de vendredi à samedi un «sans faute» qui arrive à point pour la mise en orbite du premier satellite ouest-allemand de télévision directe TV-SAT1.

«Ce sont des vols identiques à celui-ci, normal de bout en bout, dont nous avons besoin», a déclaré M. Charles Bigot, directeur général d'Arianespace, la société qui commercialise le lanceur de l'Europe depuis 1980, et qui a 44 satellites à lancer dans les trois ans à venir.

«Après la Conférence Spatiale Européenne de La Haye, un tel succès ne pouvait tomber mieux, surtout pour le lancement d'un satellite allemand», a commenté de son côté M. Henri Piekarski, secrétaire général du Centre National d'Études Spatiales (CNES).

La coopération franco-allemande, qui a si bien fonctionné pour la réalisation des satellites de télévision directe TV-SAT et TDF, dont le premier vient d'être mis sur orbite, ne peut en effet que se renforcer après le lancement réussi de TV-SAT1, lors du 20^{ème} tir d'une Ariane.

Les deux succès consécutifs d'Ariane tombent d'autant mieux qu'à l'occasion de contrôles de qualité, Arianespace a été amenée à rejeter le moteur du troisième étage de la 21^{ème} fusée. «Exiger la perfection, des contrôles encore plus stricts pour aboutir au succès doit être une démarche normale. Un lancement comme celui d'aujourd'hui doit devenir la norme. C'est à ce prix qu'Ariane conservera sa part actuelle du marché des lancements de satellites commerciaux», a encore dit M. Bigot.

Efficace contre le sida?

Agence France Presse
KINSHASA

■ Une équipe zairo-égyptienne, dirigée par les professeurs Lurhuma Zirimwabago, de Kinshasa, et Ahmed Shafik, du Caire, a affirmé hier à Kinshasa avoir mis au point un nouveau médicament contre le sida, baptisé MM1.

Ce médicament, a précisé le professeur Lurhuma au cours d'une conférence de presse avec son confrère égyptien, a été expérimenté durant six mois et demi sur 19 malades, hommes et femmes âgés de 18 à 51 ans, se trouvant à des stades divers de la maladie.

«Les 20 autres patients d'un groupe témoin, traités par des méthodes habituelles sont maintenant tous décédés, alors qu'il n'y a eu, parmi les 19 malades soignés par le MM1, que sept décès et aucun imputable à l'administration de ce médicament», a-t-il ajouté.

Cependant, le mystère qui entoure la composition du «MM1», le manque de précisions sur l'état du système immunitaire des malades traités, ainsi que le peu de recul (six mois et demi de traitement) dont disposent les chercheurs à l'origine de cette expérimentation, ne permettent pas d'évaluer l'intérêt de cet antirétroviral, estiment les observateurs.

La moitié du monde

Les femmes lisent beaucoup et... elles savent écrire aussi !



HUGUETTE ROBERGE

Elles sont présentes en grand nombre au Salon du livre

À les voir prendre littéralement d'assaut le Salon du Livre, on constate volontiers à quel point les femmes sont avides de lecture. Mais savez-vous qu'elles ne donnent pas leur place non plus dans le monde de l'écriture? Selon un document du Conseil des arts du Canada, elles comptent pour environ 45 p. cent de l'ensemble des écrivains canadiens.

Du côté du Québec, une étude réalisée par le ministère des Affaires culturelles en 1984 fixe à 38 p. cent la proportion des femmes parmi les écrivains québécois.

Comme elles ne représentent au pays que 40 p. cent de la main-d'œuvre active, on pourrait croire que l'écriture offre aux femmes d'excellentes possibilités de participation. Voyons voir.

Au cours des dernières années, le nombre relatif d'écrivains (il faudra bien s'habituer au mot, puisque le nombre est déjà là!) s'est en effet accru à mesure que progressait l'égalité des chances. Les chiffres recueillis par le Conseil des arts du Canada indiquent une augmentation de 180 p. cent du nombre d'écrivains au pays, de 1971 à 1981. Au cours de la même décennie, le nombre d'écrivains n'a augmenté que de 70 p. cent.

Il faut pourtant noter que les femmes sont plus nombreuses que les hommes à pratiquer l'écriture à temps partiel: en effet, 43 p. cent des écrivains travaillent à temps partiel, contre 31 p. cent seulement pour leurs collègues masculins.

L'étude québécoise précise aussi que les femmes sont publiées à un âge plus avancé que

les hommes. Les deux tiers des auteurs québécois, mais la moitié seulement des écrivains, publient leur premier livre avant 30 ans.

Les salaires

Le secteur des arts — dont le «chiffre d'affaires» tournerait autour de \$7 milliards par an — emploie environ 43 p. cent des écrivains canadiens. Parmi eux, 40 p. cent de femmes.

Mais (encore un...) le statut des femmes et des hommes au sein de cette industrie (où 13 p. cent seulement des postes de décision reviennent aux femmes) est loin d'être identique. Le salaire moyen des écrivains s'élève à \$20,500 par année, tandis que les femmes doivent se contenter de \$14,300 (soit 69 p. cent du salaire masculin). La différence est beaucoup moins marquée

chez les plumitifs et plumitives à leur compte, ce qui donne à penser que le milieu du travail salarié exerce une discrimination à l'égard des écrivains.

D'autre part, celles-ci sont exclues du champ de l'écriture bien payée: les écrivains qui touchent plus de \$30,000 par an sont quatre fois plus nombreux que les écrivaines.

Les subventions

Le nombre d'écrivains admissibles aux bourses du Conseil des arts du Canada (c'est un jury qui en décide, dès la première phase du processus de demande de bourse) a augmenté de 230 p. cent au cours de la dernière décennie, contre 186 p. cent chez les hommes. En termes relatifs, les femmes ont présenté 37 p. cent des demandes (contre 23 p. cent précédemment). Leur taux de

réussite s'est aussi accru sensiblement (16 p. cent) en dix ans. Mais (il y en a toujours un...) la représentation des femmes demeure nettement inférieure dans les demandes de bourses prestigieuses, soit les bourses «A» destinées aux personnages «arrivés», alors qu'elles affirment leur présence dans les demandes de bourses moins lucratives, de type «B» ou bourses de projet. Le tiers seulement des demandes de bourses «A» sont présentées par des femmes, un pourcentage resté inchangé depuis dix ans. D'aucunes y verront un lien entre le fait d'être homme... et celui d'être «reconnu».

La présence des femmes est également moins marquée dans les bourses pour ouvrages «sérieux» ou de non-fiction. Même si elles totalisent la moitié des demandes, 70 p. cent des bourses dans ce secteur ont été obtenues par des hommes en 1985-86.

Enfin, la valeur des bourses qui leur ont été accordées ne cesse de chuter (de \$22,500 à \$18,872 pour les bourses «A», et de \$12,466 à \$10,552 pour les bourses de projet).

Vous demandez qui achète et dévore les oeuvres de tous ces écrivains et écrivaines?

Réponse: des femmes en forte majorité, surtout lorsqu'il s'agit de livres, si on en croit l'étude du ministère des Affaires culturelles du Québec. La majorité des hommes (73 p. cent) lisent de préférence les journaux, alors que 39 p. cent seulement lisent des livres. Chez les femmes, 67 p. cent lisent des livres, et ce pourcentage atteint 70 p. cent chez les femmes actives sur le marché du travail. (Source: Comité d'organisation de la 3^e Foire internationale du livre féministe — qui se tiendra à Montréal, du 14 au 18 juin 1988. Inf: (514) 525-0886.)



UNE BOURSE POUR CAROLYNE A. GORLICK

■ C'est Mme Carolyn A. Gorlick, sociologue au King's College (Université de Western Ontario) qui s'est meritée cette année la deuxième bourse annuelle Thérèse-Casgrain. La lauréate utilisera cette bourse de \$25,000 pour son étude à long terme sur la féminisation de la pauvreté intitulée «The impact of economic stress and social support on low-income single mothers».

«Le taux global de pauvreté ayant diminué, les gens croient que la pauvreté n'est plus un problème, souligne Mme Gorlick. Alors que le taux de pauvreté chez les mères de famille monoparentale, le plus élevé au pays, a encore augmenté. En 1985, 60,2 p. cent de ces femmes vivaient sous le seuil de la pauvreté, comparativement à 12,4 p. cent pour les couples mariés avec des enfants.»

La sociologue étudie un groupe de mères seules sur une période de trois ans suivant leur séparation, de façon à trouver comment les réseaux de soutien social peuvent alléger les contraintes financières et aider ces femmes à sortir du piège de l'aide sociale en cherchant du travail et de la formation.

C'est en 1982 qu'un groupe privé a créé la Fondation Thérèse-Casgrain qui offre, à même les intérêts de dons d'associations, de particuliers et de corporations, cette importante bourse annuelle, à la mémoire de la pionnière du féminisme canadien. La Fondation cherche d'autres contributions afin de garder le niveau de cette bourse à \$25,000 pour les années à venir.



Carolyn Gorlick, récipiendaire de la bourse Thérèse-Casgrain.

VISITEZ NOTRE SALON DE LA CUISINE 87

ET DE LA SALLE DE BAIN

MODELE EXCLUSIF

1988

EN MONTRE MAINTENANT

FINANCEMENT

7.7%

DISPONIBLE 1^{re} ANNÉE

SERVICE DE RÉNOVATION

PREMIERE QUALITÉ

MÉTROPOLITAIN

OUVERT DIMANCHE ET LUNDI

+ DE 100 MODÈLES EN MONTRE

• CHÊNE • PIN • ÉRABLE • MÉLAMINE • CHÊNE BLANCHI
• LAQUE • CHÊNE • MÉLAMINE • STRATIFIÉ • CERISIER

\$150 DE RABAIS DE RABAIS

VENEZ CHERCHER VOTRE COUPON RABAIS AU SALON DE LA CUISINE

Un coupon par client applicable sur achat min. \$2,000.00 au prix régulier

ESTIMATION DISPONIBLE

- ★ AGRANDISSEMENT DE CUISINE
- ★ BAIN TOURBILLON
- ★ RAJOUT D'UNE PIÈCE
- ★ TRANSFORMATION D'UNE PIÈCE
- ★ GARAGE 1 OU 2 PLACES
- ★ FINITION DE SOUS-SOL
- ★ 29 ANS D'EXCELLENCE EN GROS TRAVAUX DE RÉNOVATION
- ★ DISPONIBLE SUR PLACE
- ★ EXPERT EN AMÉNAGEMENT DE CUISINE
- ★ PLANIFICATEUR-CONCEPTEUR
- ★ ESTIMATEUR
- ★ CONSEILLER FINANCIER

PEINTURE ET NETTOYAGE

Nous offrons en dégustation à nos visiteurs le PLAISIR D'AMOUR un vin rouge ou blanc. Grand gagnant de 3 prix d'excellence DÉGUSTATION DE VIN SAMEDI ET DIMANCHE

NOTRE SALON EST OUVERT 7 JOURS PAR SEMAINE

4058

RUE JEAN-TALON OUEST

SUR LE CÔTÉ OUEST DE L'ÉDIFICE ARROW CANADA VASTE STATIONNEMENT GRATUIT

Nous sommes ouvert le dimanche pour vous permettre de visiter notre salon seulement. Mais nous n'acceptons pas de commande le dimanche.

HEURES D'OUVERTURE

Sam. 10 h à 17 h.
Dim. 11 h à 17 h.
Lun., mar., merc. 9 h à 19 h.
Jeu., ven. 9 h à 20 h.

ÉCONOMISEZ DU TEMPS ET DES EFFORTS AVEC SERVICE DE RÉNOVATION

Métropolitain

DEPUIS 1958

Pour une estimation gratuite à domicile. **482-0600**

Pas de service téléphonique le dimanche



UNE VENTE FRACASSANTE QUI TRANSFORMERA
RADICALEMENT LE DÉROULEMENT DE L'HISTOIRE
DANS LE SECTEUR DE L'ÉLECTRONIQUE DES
RABAIS JAMAIS VUS, C'EST:

IMPACT 1987

AUCUN PAIEMENT AVANT*
MARS 1988

AUCUN DÉPÔT* AUCUN PAIEMENT*

Conservez votre argent et profitez de cette offre sans précédent.
Nos conditions de financement vous permettront de conserver
vos sous et de profiter tout en prenant avantage des spéciaux
de notre VENTE EXPLOSIVE!

120 JOURS.

ACHETEZ MAINTENANT. Payez dans
un paiement en mars 1988 sur tout achat de plus de \$300.
*Conditionnel à l'approbation du crédit.

**RABAIS
POUVANT
ALLER
JUSQU'À
\$500***

*sur articles sélectionnés

TV
14"

TÉLÉCOULEUR 14"

197⁹⁹

- Synchronisation VHF/UHF
- 100% transistorisé
- Limite 1 par client



MAGNÉTOSCOPE VHS

347⁹⁹

- Télécommande infrarouge à 11 fonctions
- Cabloselecteur intégré
- Rebobinage automatique
- Programmable sur 14 jours
- Limite 1 par client



HITACHI

MODÈLE TRK-3D8

RADIO PORTATIF

- AM/FM stéréo
- Double cassette
- Copie haute vitesse
- Égalisateur trois bandes
- 5 haut-parleurs 3 voies
- Limite 1 par client

**RABAIS DE
\$66.00**

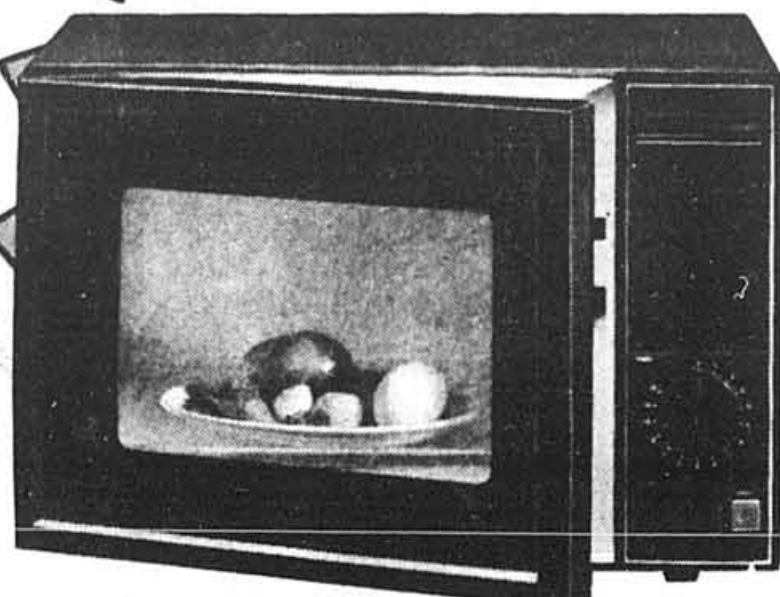
ÉTAIT: \$300.00

233⁹⁹

FOUR À MICRO-ONDES

157⁹⁹

- Capacité 0.4 pied cube
- Puissance de 500 watts
- Plateau amovible
- Mécanisme d'arrêt automatique
- Limite 1 par client



**CRÉDIT INSTANTANÉ
JUSQU'À
\$1,500***

**MÊME SUR ARTICLES
DÉJÀ RÉDUITS**

PLAN BUDGÉTAIRE

Versement hebdomadaire ou
mensuel disponible
*Conditionnel à l'approbation
du crédit.



SERVICE CINQ ÉTOILES

- Une équipe de techniciens diplômés
- Un équipement de contrôle ultra moderne, dépassant les normes
- Un service autorisé sur garantie des plus grandes marques
- Réparations sur appareils hors garantie
- Fiche de conseils pour service à domicile



SANS FRAIS

Utilisez votre carte de crédit sans frais additionnels.
Demandez votre carte J.M. Saucier.



**80
MOIS DE GARANTIE**

LA TRANQUILLITÉ AU FOYER.
J.M. SAUCIER vous offre la tranquillité au foyer grâce à sa garantie 80 mois pouvant couvrir les pièces, la main-d'œuvre et le service à domicile moyennant un supplément.

NOS SPÉCIAUX EN ONDES À

CJFM96	CHRS 1030 AM
CKAC973	clsm 97.7 fm
cjms128	980 ckgm

\$10,000,000

DE MARCHANDISE À ÉCOULER DANS NOS DIX SUCCURSALES!

RCM • HITACHI • Quasar • Sansui • LUXMAN • ALPINE • ELECTROHOME • Panasonic • Technics • ZENITH

AIWA

MAGASIN ENTREPÔT MONTRÉAL:

10090, ST-LAURENT - TÉL: 385-1000

MICHEL CHAMPAGNE, VOTRE ANIMATEUR PRÉFÉRÉ DE CKAC SERA SUR LES LIEUX.

LONGUEUIL: 2904, CHEMIN CHAMBLY - TÉL: 651-0070

RAYMOND BOURGEOIS, VOTRE ANIMATEUR PRÉFÉRÉ DE CJMS ET SYLVAIN LATOUR,
VOTRE ANIMATEUR PRÉFÉRÉ DE CHRS SERONT TOUS DEUX SUR PLACE.

POINTE-CLAIRE: 971 NORD, BOUL. ST-JEAN

PETE DALY, VOTRE ANIMATEUR PRÉFÉRÉ DE CKGM VOUS ATTENDS
SUR PLACE.

TÉL: 694-9180



OUVERT AUJOURD'HUI